



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE TOGOLAISE**  
MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES  
**Comité de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

TOGO 2012





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE TOGOLAISE**  
MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES  
**Comité de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

**Togo 2012**



# SOMMAIRE

<b>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS</b> .....	<b>4</b>
<b>LISTE DES ENCADRES</b> .....	<b>4</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	<b>5</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES</b> .....	<b>6</b>
<b>RESUME</b> .....	<b>7</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>8</b>
<b>I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</b> .....	<b>11</b>
1.1 - Balance commerciale des biens.....	12
1.1.1 - Exportations de biens.....	12
1.1.1.1 - Evolution globale des exportations de biens.....	12
1.1.1.2 - Composition des exportations de biens.....	13
1.1.1.3 - Orientation géographique des exportations.....	24
1.1.2 - Importations de biens.....	26
1.1.2.1 - Evolution globale des importations de biens.....	26
1.1.2.2 - Composition des importations de biens.....	27
1.1.2.3 – Orientation géographique des importations.....	32
1.2 - Balance des services.....	35
1.2.1 - Exportations de services.....	37
1.2.2 - Importations de services.....	37
1.3 - Compte des revenus primaires.....	38
1.4 - Compte des revenus secondaires.....	39
<b>II - COMPTE DE CAPITAL</b> .....	<b>40</b>
2.1 - Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.....	40
2.2 - Transferts de capital.....	40
<b>III - COMPTE FINANCIER</b> .....	<b>41</b>
3.1 - Investissements directs étrangers.....	42
3.2 - Investissements de portefeuille.....	42
3.3 - Dérivés financiers.....	42
3.4 - Autres investissements.....	42
<b>IV - CAPITAUX MONÉTAIRES</b> .....	<b>44</b>
4.1 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	44
4.2 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	45
4.3 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	46
4.4 - Avoirs de réserve.....	47
<b>V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE</b> .....	<b>47</b>
5.1 - Évolution de la position extérieure globale nette.....	47
5.2 - Structure géographique de la position extérieure globale.....	48
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>50</b>
<b>APPENDICE</b> .....	<b>51</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>52</b>
<b>LISTE DES ANNEXES</b> .....	<b>53</b>

## LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIGE	Aéroport International GNASSINGBE Eyadéma
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CAF (ou CIF)	Coût Assurance Fret (ou Cost Insurance Freight)
CEB	Communauté Électrique du Bénin
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
DGSCN	Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
DTS	Droit de Tirage Spécial
FAB (ou FOB)	Franco à Bord (Free On Bord)
FCFA	Franco de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Social de Développement
IPPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADAT	Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture au Togo
PAL	Port Autonome de Lomé
PASA	Projet d'Appui au Secteur Agricole
PAUT	Projet d'Aménagement Urbain au Togo
PDC	Projet de Développement Communautaire
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNIASA	Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PPAAO	Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
SNPT	Société Nouvelle des Phosphates du Togo
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
USD	Dollar américain
WACEM	West African Cement

## LISTE DES ENCADRÉS

Encadré 1 : Port Autonome de Lomé .....	26
Encadré 2 : Échanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA .....	34
Encadré 3 : Dynamisme des groupes bancaires au Togo.....	43

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 - Balance des transactions courantes (en millions).....	11
Tableau 2 - Évolution du solde de la balance des biens (en millions).....	12
Tableau 3 - Évolution des exportations de biens (en millions).....	13
Tableau 4 - Évolution des exportations de marchandises générales (en millions).....	13
Tableau 5 - Évolution des exportations de marchandises en commerce général (en millions).....	14
Tableau 6 - Évolution des exportations de produits agricoles (en millions).....	14
Tableau 7 - Évolution des quantités et valeurs de cacao exporté.....	16
Tableau 8 - Évolution des quantités et valeurs de café exporté.....	17
Tableau 9 - Évolution des quantités et valeurs de coton exporté.....	17
Tableau 10 - Évolution des exportations des autres matières premières agricoles (en millions).....	18
Tableau 11 - Évolution des exportations des autres produits d'origine végétale (en millions).....	18
Tableau 12 - Évolution des exportations de produits miniers (en millions).....	19
Tableau 13 - Évolution des quantités et valeurs de phosphate exporté.....	20
Tableau 14 - Évolution des quantités et valeurs de clinker exporté.....	20
Tableau 15 - Évolution des quantités et valeurs de minerais de fer exporté.....	21
Tableau 16 - Évolution des réexportations de produits pétroliers.....	21
Tableau 17- Évolution des exportations de produits industriels (en millions).....	22
Tableau 18 - Évolution des quantités et valeurs de ciment exporté.....	22
Tableau 19 - Évolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté.....	24
Tableau 20 - Répartition des exportations par zone géographique (en millions).....	24
Tableau 21 - Proportion des exportations en Afrique.....	25
Tableau 22 - Évolution des importations de biens (en millions).....	27
Tableau 23 - Évolution des marchandises générales importées (en millions).....	27
Tableau 24 - Évolution des importations de biens en commerce spécial (en millions).....	28
Tableau 25 - Évolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits (en millions).....	28
Tableau 26 - Évolution des importations des biens de consommation (en millions).....	29
Tableau 27 - Évolution des importations du groupe « Alimentation-Boissons-Tabacs » (en millions).....	29
Tableau 28 - Évolution des importations du groupe "Autres produits finis pour la consommation" (en millions).....	30
Tableau 29 - Évolution des importations d'énergie et lubrifiants (en millions).....	30
Tableau 30 - Évolution des importations des matières premières (en millions).....	31
Tableau 31 - Évolution des importations des biens d'équipement (en millions).....	32
Tableau 32 - Répartition des importations par zone géographique (en millions).....	32
Tableau 33 - Proportion des importations en provenance d'Afrique.....	34
Tableau 34 - Évolution de la balance des services (en millions).....	35
Tableau 35 - Évolution du solde des transports (en millions).....	36
Tableau 36 - Évolution du solde des voyages (en millions).....	36
Tableau 37 - Évolution du solde des autres services (en millions).....	37

Tableau 38 - Évolution des exportations de services (en millions).....	37
Tableau 39 - Évolution des importations de services (en millions).....	38
Tableau 40 - Évolution des revenus primaires (en millions).....	38
Tableau 41 - Évolution des revenus des investissements (en millions).....	39
Tableau 42 - Évolution des revenus secondaires (en millions).....	39
Tableau 43 - Évolution du compte de capital (en millions).....	41
Tableau 44 - Évolution du solde du compte financier (en millions).....	41
Tableau 45 - Évolution des autres investissements (en millions).....	43
Tableau 46 - Évolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale (en millions).....	45
Tableau 47 - Évolution des avoirs et engagements des banques de dépôts (en millions).....	45
Tableau 48 - Évolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (en millions).....	46
Tableau 49 - Avoirs de réserve (en millions).....	47
Tableau 50 - Position extérieure globale (en millions).....	48
Tableau 51 - Position extérieure globale par zone géographique (en millions).....	49
Tableau 52 - Concordance des statistiques monétaires et de la balance des paiements.....	51

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 - Évolution des cours du café, du cacao et du coton.....	9
Graphique 2 - Évolution de la balance des paiements courants et de ses composantes.....	11
Graphique 3 - Évolution des exportations de produits agricoles.....	15
Graphique 4 - Évolution des exportations de cacao en volume et en valeur.....	15
Graphique 5 - Évolution des exportations de café en volume et valeur.....	16
Graphique 6 - Évolution des exportations de coton fibre en volume et valeur.....	17
Graphique 7 - Évolution des exportations de phosphate en volume et valeur.....	19
Graphique 8 - Évolution des exportations de clinker en volume et valeur.....	20
Graphique 9 - Évolution des exportations de ciment en volume et valeur.....	22
Graphique 10 - Évolution des importations en commerce spécial (volume et valeur).....	28
Graphique 11 - Évolution des avoirs et engagements de la Banque centrale.....	44
Graphique 12 - Évolution des avoirs et engagements des banques de dépôts.....	46

---

## RESUME<sup>1</sup>

L'économie mondiale a évolué en 2012 dans un environnement économique et financier fragile après l'aggravation de la crise de la dette souveraine dans la zone euro. Au plan national, la situation économique a été marquée par la poursuite des travaux de mise en l'état de la voirie, le démarrage de travaux de construction d'une nouvelle aérogare à l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadéma (AIGE), d'une darse et d'un 3<sup>ème</sup> quai au Port Autonome de Lomé. La campagne agricole a également été satisfaisante soutenue par la poursuite de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA).

Dans ce contexte, la balance des paiements a enregistré en 2012, un déficit de 17.325 millions contre 33.416 millions en 2011. Cette évolution résulte d'une aggravation de 7.799 millions du déficit courant, d'une amélioration de 15.690 millions de l'excédent du compte de capital et d'un accroissement de 63.470 millions du solde du compte financier. Le déficit hors dons publics rapporté au PIB se situe à 9,7% contre 10,3% en 2011 en liaison avec un accroissement des exportations, toutefois insuffisant pour couvrir les importations en quasi-stagnation.

Le déficit structurel du solde des transactions courantes s'est accentué en passant de 142.366 millions à 150.164 millions suite principalement à la dégradation du solde des revenus primaires (-97,2%), notamment avec les paiements d'intérêt à des investisseurs directs étrangers, malgré l'amélioration du déficit commercial (+28,2%).

Le compte de capital dégage un solde excédentaire de 146.151 millions contre 130.461 millions en 2011, soit une hausse de 12,0% en liaison avec la progression des dons mobilisés dans le cadre des investissements publics.

Ainsi, les échanges avec l'extérieur se sont soldés en 2012 par un besoin de financement de 4.014 millions couvert par les opérations financières.

Le compte financier a enregistré un actif net de 16.207 millions contre un passif net de 47.263 millions en 2011, en raison principalement de l'effet conjugué des prises de participations ayant généré des flux nets d'investissements directs de la part de non-résidents et des prêts contractés dans le cadre du financement des opérations commerciales avec les non-résidents.

Les transactions extérieures se sont soldées en 2012 par une baisse des avoirs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires de 20.971 millions, sous l'effet conjugué du repli de 124.617 millions des AEN de la Banque Centrale et de l'accroissement de 103.646 millions de ceux des banques de dépôts.

S'agissant de la position extérieure globale nette, elle a enregistré un repli de 42.536 millions avec un solde net de 621.014 millions contre 663.552 millions un an plus tôt en raison de la baisse des avoirs de réserves, de l'augmentation des investissements directs dans l'économie observés au niveau d'un groupe bancaire résident et de la progression des crédits commerciaux.

---

<sup>1</sup> Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire retenue est le franc CFA.

---

## INTRODUCTION

Au cours de l'année 2012, l'environnement économique et financier est demeuré fragile à l'échelle mondiale, du fait essentiellement des incertitudes suscitées par la persistance de la crise des dettes souveraines en Zone euro. La conjonction de cette crise avec d'autres facteurs structurels endogènes s'est traduite par un ralentissement de l'activité économique, aussi bien dans les pays avancés que dans les économies émergentes et en développement.

Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI) réalisées en juillet 2013, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,1% en 2012 contre 3,9% en 2011.

Dans **les pays industrialisés**, l'activité économique a été globalement moins soutenue, en dépit du regain enregistré aux Etats-Unis et au Japon. Les estimations récentes situent son taux de progression à 1,2%, après une réalisation de 1,7% en 2011. Cette situation est notamment imputable à la récession en Zone euro, où le produit intérieur brut a enregistré une baisse de 0,6% en 2012 contre une hausse de 1,5% en 2011. Le taux d'inflation s'est établi à 2,0% en 2012, après une variation de 2,7% en 2011.

Au niveau de **la Zone euro**, le taux de chômage est ressorti à 11,7%, en hausse d'un point de pourcentage sur un an.

**Aux Etats-Unis**, le taux de croissance économique est estimé à 2,2%, contre 1,8% en 2011.

**Au Japon**, le taux de chômage est ressorti à 4,2%, après 4,6% en 2011. En revanche, en Europe, la situation sur le marché de l'emploi reste une source de préoccupation.

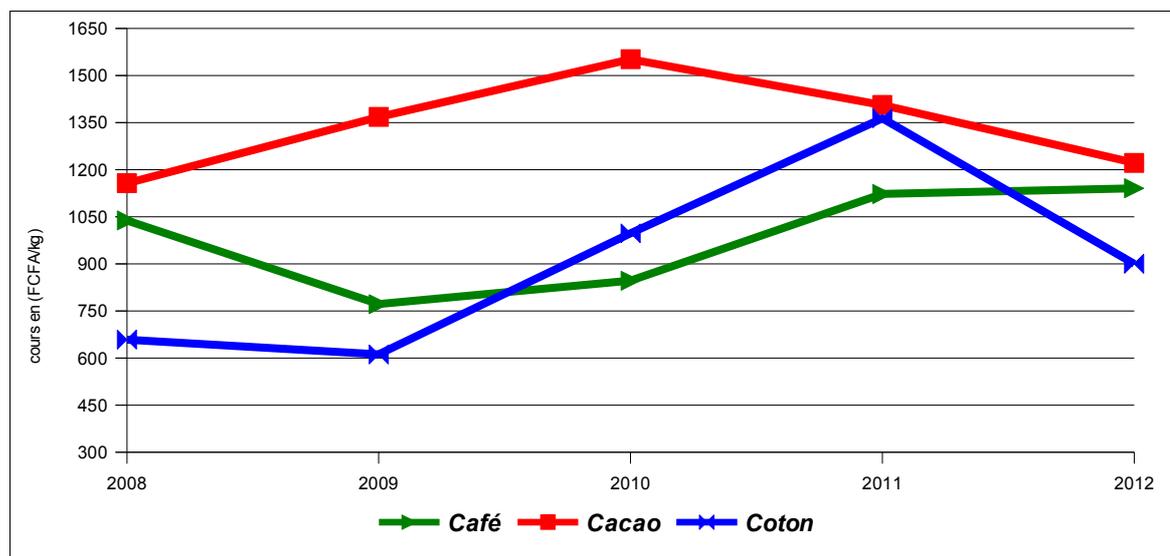
Dans **les pays émergents et en développement**, il est enregistré un ralentissement de la croissance économique en 2012. Le FMI y situe le taux d'expansion économique à 4,9%, contre 6,2% en 2011. L'activité économique progresse de 7,8% en Chine en 2012 contre 9,3% en 2011. Elle a augmenté de 4,0% en Inde, après 7,7% en 2011. Au Brésil, la hausse du PIB réel est ressortie à 0,9% contre 2,7% un an plus tôt. Le taux d'inflation s'est replié de 7,2% en 2011 à 5,9% en 2012.

En **Afrique subsaharienne**, la croissance s'est située à 4,9% en 2012 après 5,4% en 2011. Comme l'année précédente, ce dynamisme de croissance est principalement lié à la hausse des exportations de matières premières, singulièrement de produits miniers. Elle témoigne également de l'essor des dépenses dans les infrastructures, notamment dans les pays de la Zone franc. Après une année 2011 particulièrement difficile, marquée par la crise post-électorale en Côte d'Ivoire et la sécheresse au Sahel, les **Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)** ont renoué avec une nouvelle dynamique de croissance forte, tirée par l'exécution de grands projets de développement et l'investissement privé. Malgré l'impact d'une conjoncture internationale peu favorable et des chocs internes, le produit intérieur brut de l'Union a enregistré une progression de 6,4% en 2012 contre 0,7% un an plus tôt. Ce rebond de la croissance est lié à la forte reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire, l'essor de la production minière consécutif à la mise en valeur, ces dernières années, de plusieurs projets dans les domaines aurifère et pétrolier ainsi que le redressement de la production agricole et le raffermissement de la production industrielle, dans un contexte d'amélioration de la disponibilité de l'offre d'énergie électrique.

Au titre des cultures d'exportation, la production de coton-graine de l'Union s'est élevée à 1.648.263 tonnes, en hausse de 18,7%, par rapport à la campagne précédente, en raison de l'expansion des superficies emblavées et des efforts déployés par les Etats pour soutenir l'amélioration des rendements. Les augmentations les plus importantes ont été relevées au Bénin (20,0%), au Burkina Faso (24,4%) et en Côte d'Ivoire (37,5%). Par rapport à la production moyenne des cinq précédentes campagnes, le taux de progression des récoltes de coton-graine est de 18,7%.

Dans le sillage de l'évolution d'ensemble des prix des produits agricoles, les prix de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont enregistré en 2012 des baisses sensibles par rapport aux niveaux atteints en 2011. En moyenne sur l'année 2012, les cours mondiaux de ces produits ont reculé de 39,0% pour le coton, 32,9% pour l'huile de palmiste, 24,1% pour le caoutchouc, 21,8% pour la noix de cajou, 19,7% pour le cacao, 11,4% pour l'huile de palme et 6,0% pour le café.

**Graphique 1- Evolution des cours du café, du cacao et du coton**



Source : BCEAO.

Au **plan national**, l'évolution de la situation économique a été marquée par :

- l'exécution du Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture au Togo (PADAT), du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA) et du Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) ;
- une campagne agricole satisfaisante ;
- la poursuite des travaux de réhabilitation et de construction des routes au niveau des grandes artères de Lomé et des pistes en zones rurales ;
- le démarrage des travaux de construction d'une nouvelle aérogare à l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadéma (AIGE), d'une darse et d'un 3<sup>ème</sup> quai au Port Autonome de Lomé.

Dans ce contexte, l'évolution des principaux indicateurs se présente comme suit :

- progression de 5,8% du PIB, en terme réel, qui s'établit à 1.265,9 milliards contre 1.196,6 milliards en 2011. En terme nominal, le PIB passerait de 1.772,6 milliards en 2011 à 1.989,5 milliards en 2012, soit une hausse de 12,2% ;
- accroissement de 2,6% de la moyenne de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation en 2012 contre 3,6% en 2011 ;

- 
- hausse de 17,4% des recettes de l'Etat qui s'élèvent à 371,6 milliards en 2012 (18,7% du PIB) contre 316,5 milliards en 2011 (17,9% du PIB) ;
  - augmentation de 27,1% des dépenses et prêts nets de l'Etat qui s'établissent à 535,0 milliards en 2012 (26,9% du PIB) contre 420,8 milliards une année auparavant (23,7% du PIB) ;
  - progression de 8,9% de la masse monétaire qui se chiffre à 905,6 milliards en 2012 contre 831,3 milliards une année plus tôt, se traduisant par un accroissement de 104,9 milliards des dépôts. Le crédit intérieur progresse de 126,5 milliards en s'établissant à 731,5 milliards en 2012 (36,8% du PIB) contre 604,9 milliards en 2011 (34,1% du PIB). Le crédit à l'économie augmente sensiblement de 18,9% en s'établissant à 601,8 milliards en 2012 (30,2% du PIB) contre 506,0 milliards en 2011 (28,5% du PIB) à la faveur des opérateurs économiques des secteurs des bâtiments et travaux publics, du commerce de gros et de détail, des restaurants et hôtels et des industries manufacturières.

Sous l'effet de ces évolutions, les échanges extérieurs se sont traduits par une amélioration de du solde global de la balance des paiements, qui est ressorti à -17,3 milliards en 2012 contre -33,4 milliards en 2011. Cette évolution résulte d'une aggravation de 7,8 milliards du déficit courant, d'une amélioration de 15,7 milliards de l'excédent du compte de capital et d'une hausse de 63,5 milliards du solde du compte financier.

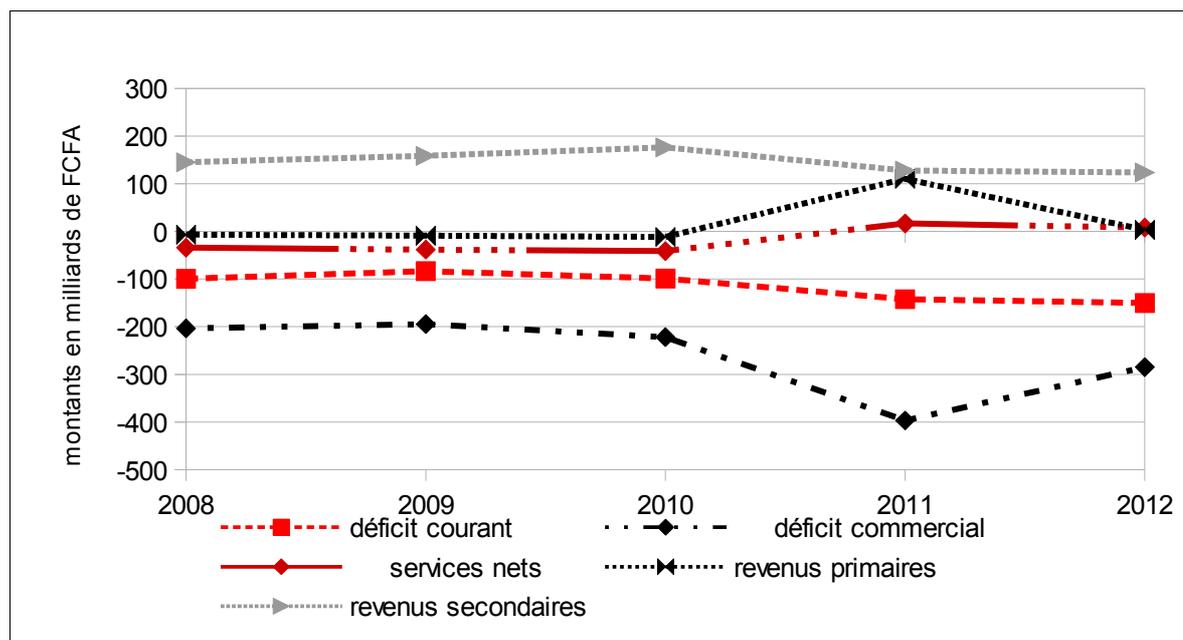
En 2012, le déficit hors dons publics rapporté au PIB se situe à 9,7% contre 10,3% en 2011 en liaison avec un accroissement des exportations, insuffisant pour couvrir les importations en quasi-stagnation.

## I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

En 2012, les transactions courantes du Togo, couvrant les biens, les services et les revenus primaires et secondaires, se sont soldées par un déficit de 150.164 millions, en aggravation de 7.799 millions par rapport au déficit de 142.366 millions enregistré une année plus tôt.

Cette évolution résulte d'une dégradation des soldes des services, des revenus primaires et secondaire atténuée l'amélioration du solde des biens.

Graphique 2 - Evolution de la balance des paiements courants et de ses composantes



Source : BCEAO.

Tableau 1 - Balance des transactions courantes (en millions)

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Biens et services	-237 665	-232 933	-263 476	-380 225	-276 858	-27,2%
Biens	-203 594	-194 607	-222 001	-396 841	-284 859	-28,2%
Services	-34 071	-38 326	-41 475	16 617	8 000	-51,9%
Revenus primaires	-6750	-8 991	-11 624	110 202	3 051	-97,2%
Revenus secondaires	145 018	158 503	176 189	127 657	123 643	-3,1%
<b>Balance courante</b>	<b>-99 397</b>	<b>-83 421</b>	<b>-98 911</b>	<b>-142 366</b>	<b>-150 164</b>	<b>5,5%</b>
<b>Balance courante hors dons publics</b>	<b>-121 978</b>	<b>-121 756</b>	<b>-148 716</b>	<b>-183 454</b>	<b>-192 805</b>	<b>5,1%</b>
PIB Nominal	1 418 525	1 493 551	1 571 336	1 772 584	1 989 464	12,2%
<b>Solde courant rapporté au PIB</b>	<b>-7,0%</b>	<b>-5,6%</b>	<b>-6,3%</b>	<b>-8,0%</b>	<b>-7,5%</b>	-
<b>Solde courant hors dons publics rapporté au PIB</b>	<b>-8,6%</b>	<b>-8,2%</b>	<b>-9,5%</b>	<b>-10,3%</b>	<b>-9,7%</b>	-

Sources : BCEAO, DGSCN et Comité PIB (estimations d'avril 2014).

Le déficit courant représente 7,5% du PIB en 2012 contre 8,0% en 2011. Hors dons publics, il se chiffre à 9,7% du PIB contre 10,3% en 2011 sous l'effet conjugué de :

- un accroissement des exportations (+20,6%) ;
- une baisse des importations (+0,3%) ;
- une baisse du solde excédentaire des services (-51,9%) ;
- un repli du solde excédentaire des revenus primaires (-97,2%) ;
- une diminution du solde excédentaire des revenus secondaires (-3,1%).

## 1.1 - Balance commerciale des biens

La balance commerciale du Togo est structurellement déficitaire. En 2012, le déficit s'est établi à 284.859 millions, en amélioration de 28,2% par rapport aux 396.841 millions de l'année 2011. Cette évolution résulte d'un accroissement de 18,7% des exportations, insuffisant pour couvrir les importations en quasi-stagnation de -0,8%.

Le taux de couverture, mesurant l'indépendance économique d'un pays à travers sa capacité à couvrir ses importations par ses exportations est passé de 58,4% en 2011 à 69,9% en 2012.

Le degré d'ouverture commerciale, mesurant le niveau d'échanges d'une économie avec le reste du monde, se situe à 80,7% en 2012 contre 85,1% en 2011. Le Togo a ainsi détérioré en 2012, son ouverture sur l'extérieur de 3,4 points de pourcentage, en liaison avec un ralentissement des achats à l'extérieur.

**Tableau 2 - Evolution du solde de la balance des biens (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Exportations (X)	381 799	426 396	483 467	556 240	660 289	18,7%
Importations (M)	585 393	621 003	705 468	953 081	945 148	-0,8%
<b>Balance des biens</b>	<b>-203 594</b>	<b>-194 607</b>	<b>-222 001</b>	<b>-396 841</b>	<b>-284 859</b>	<b>-28,2%</b>
PIB Nominal	1 418 525	1 493 551	1 571 336	1 772 584	1 989 464	12,2%
<b>Taux de couverture (X)/(M)</b>	<b>65,2%</b>	<b>68,7%</b>	<b>68,5%</b>	<b>58,4%</b>	<b>69,9%</b>	-
<b>Degré d'ouverture commerciale ((X+M)/PIB multiplié par 100)</b>	<b>68,2%</b>	<b>70,1%</b>	<b>75,7%</b>	<b>85,1%</b>	<b>80,7%</b>	-

Sources : BCEAO, DGSCN et Comité PIB (estimations d'avril 2014).

### 1.1.1 - Exportations de biens

#### 1.1.1.1 - Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens du Togo au titre de l'année 2012 s'élèvent à 660.289 millions, en hausse de 18,7% par rapport aux 556.240 millions enregistrés en 2011.

Ces exportations se composent de marchandises générales<sup>2</sup> pour 641.602 millions, d'exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international pour 11.024 millions et de ventes d'or non monétaire pour 18.040 millions.

<sup>2</sup> **Les marchandises générales** sont constituées des marchandises recensées en commerce spécial, auxquelles s'ajoutent celles faisant l'objet de mouvements d'entrepôts et les ajustements pour se conformer aux concepts de balance des paiements. La valeur FOB des marchandises générales est obtenue après déduction des frets et assurances reclassés dans les services.

**Tableau 3 - Evolution des exportations de biens (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Marchandises générales (1) = (a) + (b)	381 799	426 396	472 899	540 388	641 602	18,7%
Commerce général (a)	310 622	348 192	326 567	376 596	517 117	37,3%
Ajustements (b)	71 178	78 204	146 332	163 792	124 485	-24,0%
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international (2)	0	0	0	154	647	320,1%
Or non monétaire (3)	0	0	10 568	15 698	18 040	14,9%
<b>TOTAL EXPORTATIONS DE BIENS (1)+(2)+(3)</b>	<b>381 799</b>	<b>426 396</b>	<b>483 467</b>	<b>556 240</b>	<b>660 289</b>	<b>18,7%</b>
PIB Nominal (PIB)	1 418 525	1 493 551	1 571 336	1 772 584	1 989 464	12,2%
Exportations de biens / PIB	26,9%	28,5%	30,8%	31,4%	33,2%	-

Sources : BCEAO, DGSCN et Comité PIB (estimations d'avril 2014).

### 1.1.1.2 - Composition des exportations de biens

Les marchandises générales exportées s'élèvent en 2012 à 641.602 millions, en progression de 18,7% par rapport aux 540.388 millions de 2011.

Ces niveaux d'exportation résultent des données du commerce général<sup>3</sup> produites, sur la base des statistiques douanières, par la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN), sur lesquelles des ajustements sont opérés pour tenir compte des spécificités des statistiques de balance des paiements.

Les opérations en commerce général se sont élevées à 517.117 millions, en hausse de 37,3% par rapport aux 376.596 millions de 2011. Les ajustements se sont chiffrés à 124.485 millions en 2012, en diminution de 24,0% par rapport aux 163.792 millions de 2011. Ils couvrent, entre autres, les écarts relevés entre les données douanières et celles des opérateurs économiques au titre des principaux produits d'exportation.

**Tableau 4- Evolution des exportations de marchandises générales (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Commerce général	310 622	348 192	326 567	376 596	517 117	37,3%
Ajustements	71 178	78 204	146 332	163 792	124 485	-24,0%
<i>Ajustements de valeur<sup>4</sup></i>	<i>-2 440</i>	<i>27</i>	<i>17 104</i>	<i>436</i>	<i>-36 803</i>	<i>-8 536,8%</i>
<i>Ajustement chronologique<sup>5</sup></i>	<i>10 621</i>	<i>7 887</i>	<i>26 994</i>	<i>68 662</i>	<i>77 000</i>	<i>12,1%</i>
<i>Ajustements de couverture (commerce non contrôlé, électricité, etc.)<sup>6</sup></i>	<i>62 997</i>	<i>70 290</i>	<i>102 233</i>	<i>94 694</i>	<i>84 287</i>	<i>-11,0%</i>
<b>Marchandises générales</b>	<b>381 799</b>	<b>426 396</b>	<b>472 899</b>	<b>540 388</b>	<b>641 602</b>	<b>18,7%</b>

Sources : BCEAO et DGSCN.

<sup>3</sup> **Le commerce général**, à l'opposé du commerce spécial qui ne prend en compte que les produits mis en consommation suite à une importation et les sorties du territoire douanier, englobe toutes les marchandises enregistrées en port franc (y compris les mouvements en entrées et sorties du territoire douanier).

<sup>4</sup> Les ajustements de valeur visent à corriger les écarts entre les prix relevés dans les statistiques douanières brutes et les prix contractuels communiqués par les exportateurs.

<sup>5</sup> Les ajustements chronologiques permettent de corriger les écarts entre le tonnage des marchandises enregistrées par l'administration douanière et celui communiqué par les exportateurs.

<sup>6</sup> Les ajustements de couverture se rapportent aux corrections relatives à la prise en compte du commerce non contrôlé estimé à partir des mouvements de billets et des flux financiers entre les pays de l'UMOA et des réexportations d'électricité vers le Bénin non saisies par les statistiques douanières.

Cette évolution des exportations en 2012 est impulsée essentiellement par les produits agricoles, miniers, pétroliers et industriels ainsi que divers autres produits.

**Tableau 5 - Evolution des exportations de marchandises en commerce général (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Produits agricoles	26 461	32 796	37 750	53 186	62 221	17,0%
Produits miniers	70 547	85 590	75 868	93 541	112 934	20,7%
Produits pétroliers	27 676	20 306	21 725	41 018	65 422	59,5%
Produits industriels	171 849	199 025	181 663	179 410	253 270	41,2%
Autres produits	14 089	10 475	9 561	9 443	23 271	146,4%
<b>Commerce général</b>	<b>310 622</b>	<b>348 192</b>	<b>326 567</b>	<b>376 596</b>	<b>517 117</b>	<b>37,3%</b>

Sources : BCEAO et DGSCN.

#### 1.1.1.2.1 - Produits agricoles

Les exportations de produits agricoles du Togo portent sur les produits de rente traditionnels (cacao, café et coton), les produits alimentaires d'origine végétale (céréales, farines, piments, épices, légumes et fruits), ainsi que d'autres produits (graines de coton, bois, autres oléagineux, etc.).

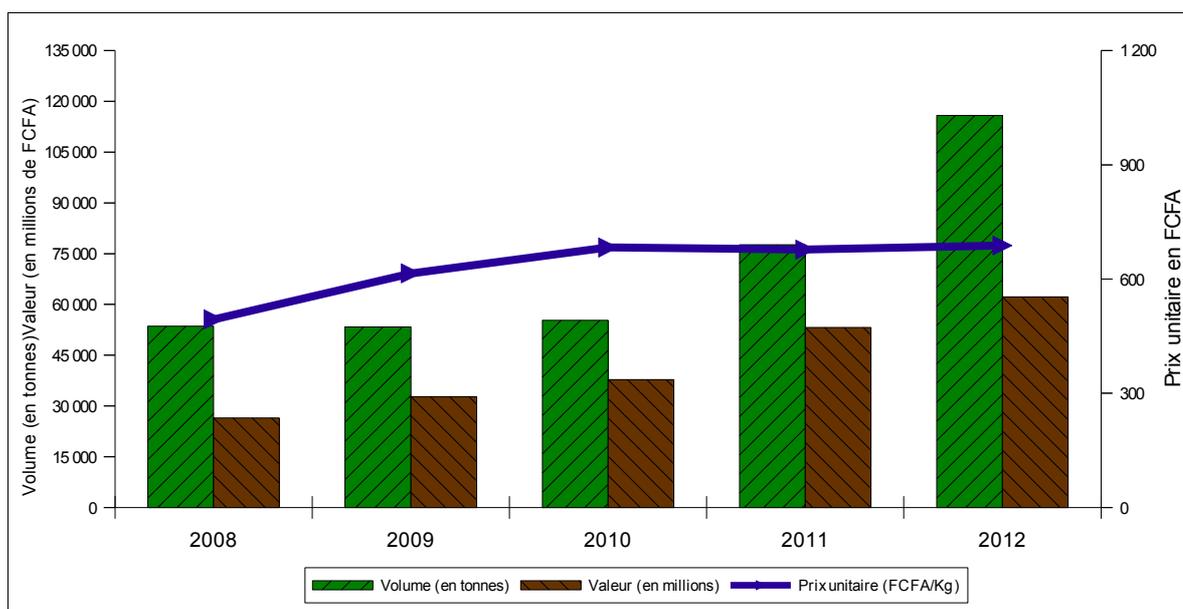
**Tableau 6 - Evolution des exportations de produits agricoles (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Cacao	7 536	16 022	17 889	16 068	5 149	-68,0%
Café	2 469	6 672	7 629	9 285	8 502	-8,4%
Coton fibre	13 584	7 795	8 890	23 604	34 465	46,0%
Autres matières premières agricoles	530	505	767	864	1 670	93,2%
Produits alimentaires d'origine végétale	2 343	1 802	2 576	3 364	12 435	269,6%
<b>Produits agricoles</b>	<b>26 461</b>	<b>32 796</b>	<b>37 750</b>	<b>53 186</b>	<b>62 221</b>	<b>17,0%</b>

Sources : BCEAO et DGSCN.

En 2012, ces exportations se sont chiffrées en valeur à 62.221 millions, en hausse de 17,0% par rapport aux 53.186 millions commercialisés en 2011. Cette progression est induite par tous les produits du groupe excepté le café et le cacao. La forte hausse de l'exportation des produits alimentaires d'origine végétale est essentiellement portée par les céréales, notamment le maïs à destination du Niger. En effet, le Togo a enregistré en 2012, un excédent de la production de maïs de plus de 100.000 tonnes qui a permis de faire face aux besoins de certains pays de la sous-région.

**Graphique 3 - Evolution des exportations de produits agricoles**

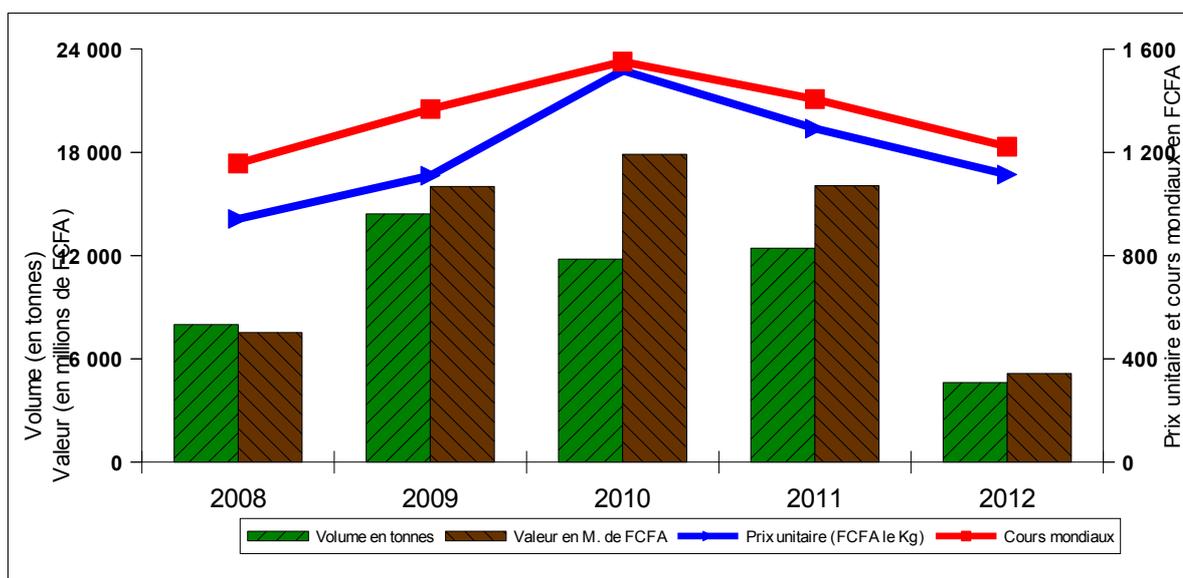


Source : BCEAO et DGSCN.

#### 1.1.1.2.1.1- Cacao

En 2012, les exportations de cacao<sup>7</sup> ont généré des recettes de 5.149 millions en baisse de 68,0% par rapport aux 16.068 millions enregistrés une année plus tôt.

**Graphique 4- Evolution des exportations de cacao en volume et en valeur**



Sources : BCEAO et DGSCN.

<sup>7</sup> Il s'agit des statistiques communiquées par les exportateurs. Les exportations de cacao issues des statistiques douanières sont évaluées à 2.663 millions pour 3.132 tonnes.

Le volume exporté a également baissé de 62,8% en passant de 12.436 tonnes en 2011 à 4.622 tonnes une année plus tard en liaison avec le repli de 59,2% de la production au cours de la campagne 2012/2013 suite au vieillissement des arbres et à un manque d'entretien des plantations.

En 2012, les clients du Togo ont été les pays de l'Union Européenne (Allemagne, Belgique, Italie et Pays-bas), les Etats-Unis, le Canada, la Malaisie, la Chine et l'Inde.

**Tableau 7- Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté**

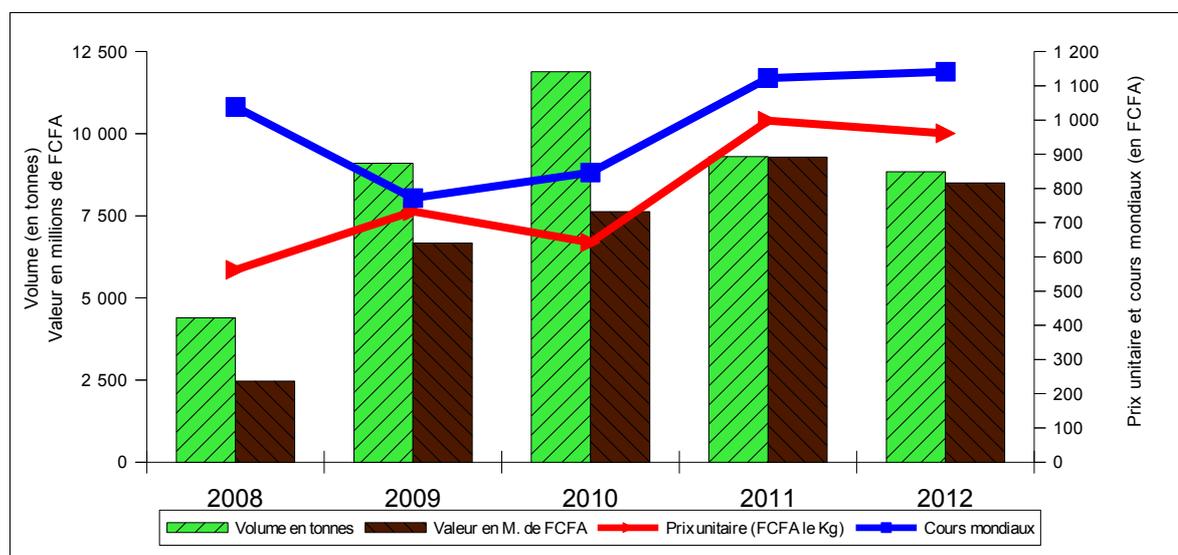
CACAO	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Volume (tonnes)	7 999	14 429	11 791	12 436	4 622	-62,8%
Valeur (millions de FCFA)	7 536	16 022	17 889	16 068	5 149	-68,0%
Prix moyen (FCFA/kg)	942	1 110	1 517	1 292	1 114	-13,8%

Sources : BCEAO et DGSCN.

#### 1.1.1.2.1.2 - Café

En 2012, les recettes d'exportation de café<sup>8</sup> s'inscrivent en baisse de 8,4% en s'établissant à 8.502 millions contre 9.285 millions en 2011 en liaison avec la diminution de 3,7% du prix moyen de cession qui s'est s'établi à 961 FCFA le kilogramme en 2012 contre 998 FCFA en 2011.

**Graphique 5- Evolution des exportations de café en volume et valeur**



Sources : BCEAO et DGSCN.

Le volume exporté a également régressé de 5,0% en passant de 9.305 tonnes en 2011 à 8.843 tonnes une année plus tard.

En 2012, les clients du Togo ont été les pays de l'Union Européenne (Belgique, Danemark, Italie), la Suisse, le Vietnam, l'Algérie, le Maroc, le Gabon et le Sénégal.

<sup>8</sup> Il s'agit des statistiques communiquées par les exportateurs. Les exportations de café issues des statistiques douanières sont évaluées à 3.969 millions pour 3.986 tonnes.

**Tableau 8- Evolution des quantités et valeurs de café exporté**

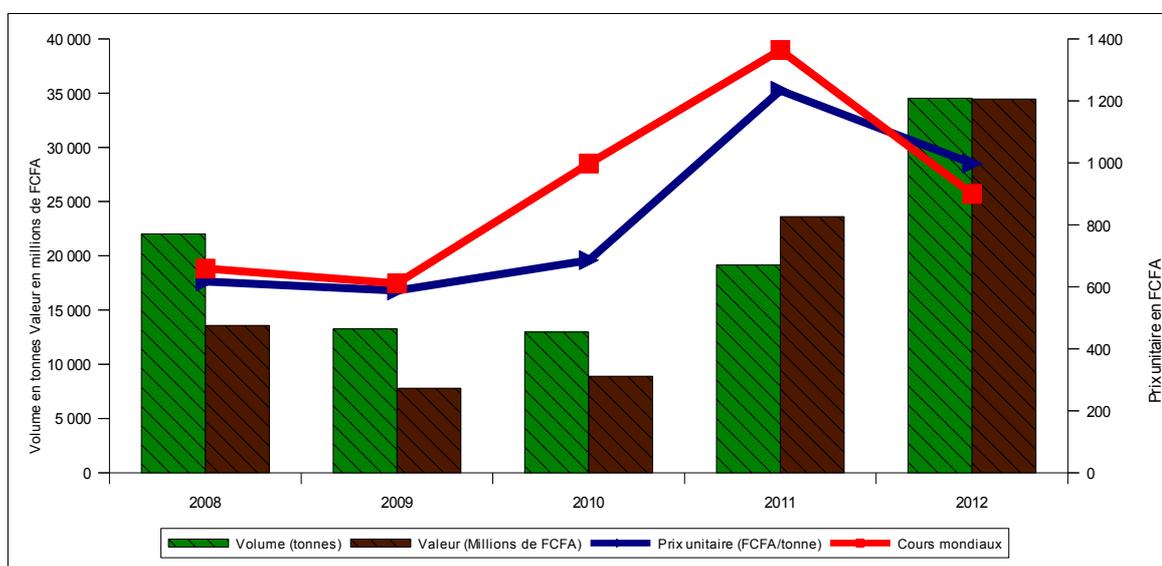
CAFE	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Volume (tonnes)	4 396	9 102	11 886	9 305	8 843	-5,0%
Valeur (millions de FCFA)	2 469	6 672	7 629	9 285	8 502	-8,4%
Prix moyen (FCFA/kg)	562	733	642	998	961	-3,7%

Sources : BCEAO et DGSCN.

### 1.1.1.2.1.3 - Coton-fibre

La valeur des exportations de coton<sup>9</sup> a enregistré une hausse de 46,0% en se chiffrant à 34.465 millions en 2012 contre 23.604 millions en 2011.

**Graphique 6 - Evolution des exportations de coton fibre en volume et valeur**



Sources : BCEAO et DGSCN.

Cette évolution est en liaison avec l'effet conjugué de la régression de 19,1% du prix moyen de cession dans la tendance baissière des cours mondiaux et de l'augmentation de 80,5% du volume exporté suite au regain d'engouement des cotonculteurs en rapport avec les mesures prises par les Autorités pour redynamiser le secteur.

En 2012, le coton a été écoulé vers l'Asie (Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Singapore, Thaïlande, Taïwan, Vietnam), l'Allemagne, l'Italie, l'Algérie et le Maroc.

**Tableau 9 - Evolution des quantités et valeurs de coton exporté**

COTON FIBRE	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Volume (tonnes)	22 008	13 254	12 962	19 136	34 535	80,5%
Valeur (millions de FCFA)	13 584	7 795	8 890	23 604	34 465	46,0%
Prix moyen (FCFA/kg)	617	588	686	1 233	998	-19,1%

Sources : BCEAO et DGSCN.

<sup>9</sup> Il s'agit des statistiques communiquées par la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT). Les exportations de coton issues des statistiques douanières sont évaluées à 32.316 millions pour 32.862 tonnes.

#### 1.1.1.2.1.4 - Autres matières premières agricoles

En dehors des produits de rente traditionnels, le Togo a exporté en 2012, diverses matières premières d'origine végétale notamment des graines de coton et du bois.

Les exportations de ces autres matières premières agricoles ont progressé de 93,2% en s'établissant à 1.670 millions en 2012 contre 864 millions en 2011.

Le bois a été exporté vers l'Asie (Chine, Inde, Singapour, Vietnam), l'Union Européenne (Allemagne, France, Italie), l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Niger), le Ghana et le Gabon.

Les graines de coton ont été écoulées vers le Burkina, le Nigeria, le Gabon, la Chine, l'Inde l'Espagne, l'Italie et le Canada.

**Tableau 10- Evolution des exportations des autres matières premières agricoles (en millions)**

	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Amandes de karité	0	0	0	0	0	-
Amandes de palme	0	0	0	0	0	-
Graines de coton	0	1	0	18	1 074	6 037,0%
Arachides en coques	6	2	1	0	0	-
Bois	524	502	765	847	596	-29,7%
<b>TOTAL</b>	<b>530</b>	<b>505</b>	<b>767</b>	<b>864</b>	<b>1 670</b>	<b>93,2%</b>

Sources : BCEAO et DGSCN.

#### 1.1.1.2.1.5 - Autres produits d'origine végétale

Les autres produits d'origine végétale exportés par le Togo se composent essentiellement d'oléagineux, de céréales et farines, de piments et épices, de légumes et fruits ainsi que de fleurs et boutures.

En 2012, les exportations de ces produits sont en hausse de 269,6% en s'établissant à 12.435 millions contre 3.364 millions en 2011. Cette évolution est induite essentiellement par la progression des exportations des céréales et farines ainsi que des légumes et fruits.

Les céréales et farines ont été exportées vers la Belgique, le Burkina, le Canada, le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Ghana, le Liberia, le Mali, le Niger, Sao Tomé et Principe ainsi que les Etats-Unis.

Les oléagineux ainsi que les légumes et fruits ont été écoulés principalement vers la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Niger), les Pays-Bas et la France.

**Tableau 11- Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale (en millions)**

	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Oléagineux	1 534	1 230	1 005	1 717	1 514	-11,8%
Céréales et farines	363	127	1 116	770	8 515	1 006,0%
Piments et épices	294	162	107	240	303	26,2%
Légumes et fruits	134	279	346	609	1 864	205,9%
Fleurs et boutures	14	1	0	6	17	179,1%
Divers	4	3	3	22	221	920,6%
<b>TOTAL</b>	<b>2 343</b>	<b>1 802</b>	<b>2 576</b>	<b>3 364</b>	<b>12 435</b>	<b>269,6%</b>

Sources : BCEAO et DGSCN.

### 1.1.1.2.2 - Produits miniers

Les exportations de produits miniers du Togo portent principalement sur le phosphate, le clinker et le minerai de fer. En 2012, elles ont globalement progressé de 20,7%, en s'établissant à 112.934 millions contre 93.541 millions en 2011.

**Tableau 12- Evolution des exportations de produits miniers (en millions)**

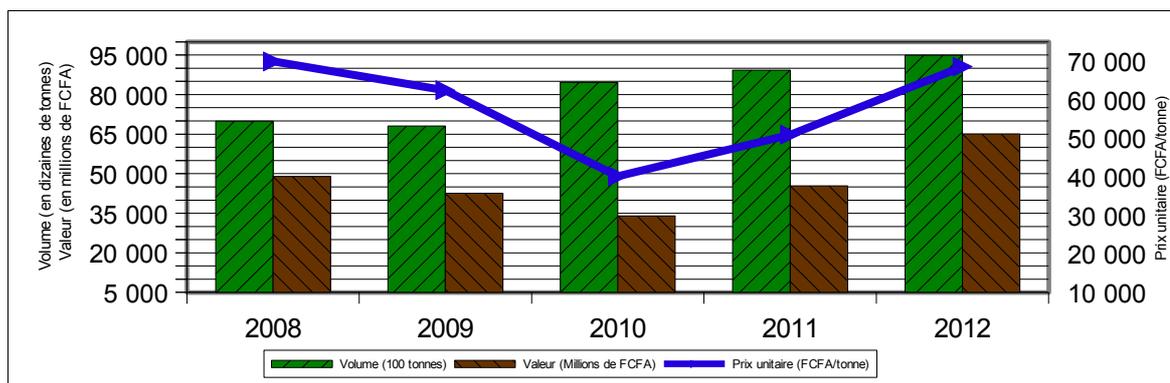
	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Phosphate	48 877	42 527	33 962	45 417	65 051	43,2%
Clinker	21 670	43 063	41 906	47 354	45 183	-4,6%
Minerai de fer	0	0	0	770	2 700	250,9%
<b>TOTAL</b>	<b>70 547</b>	<b>85 590</b>	<b>75 868</b>	<b>93 541</b>	<b>112 934</b>	<b>20,7%</b>

Sources : BCEAO, DGSCN et Entreprises.

#### 1.1.1.2.2.1- Phosphate

En valeur, les exportations de phosphates<sup>10</sup> ont progressé de 43,2% en 2012 en passant de 45.417 millions à 65.051 millions, en liaison particulièrement avec la hausse de 34,7% du prix moyen de cession. Le volume exporté a également augmenté de 6,3%, en rapport avec un accroissement de la production suite à l'amélioration des conditions techniques.

**Graphique 7- Evolution des exportations de phosphate en volume et valeur**



Sources : Entreprise et BCEAO.

En effet, la production de phosphates au titre de l'année 2012 a enregistré une hausse de 27,8% en s'établissant à 1.110,4 milliers de tonnes contre 868,6 milliers de tonnes en 2011 suite à la rénovation des équipements de production.

<sup>10</sup> Il s'agit des statistiques communiquées par l'entreprise. Les exportations de phosphates issues des statistiques douanières sont évaluées à 48.575 millions pour 90.400 tonnes.

**Tableau 13 - Evolution des quantités et valeurs de phosphate exporté**

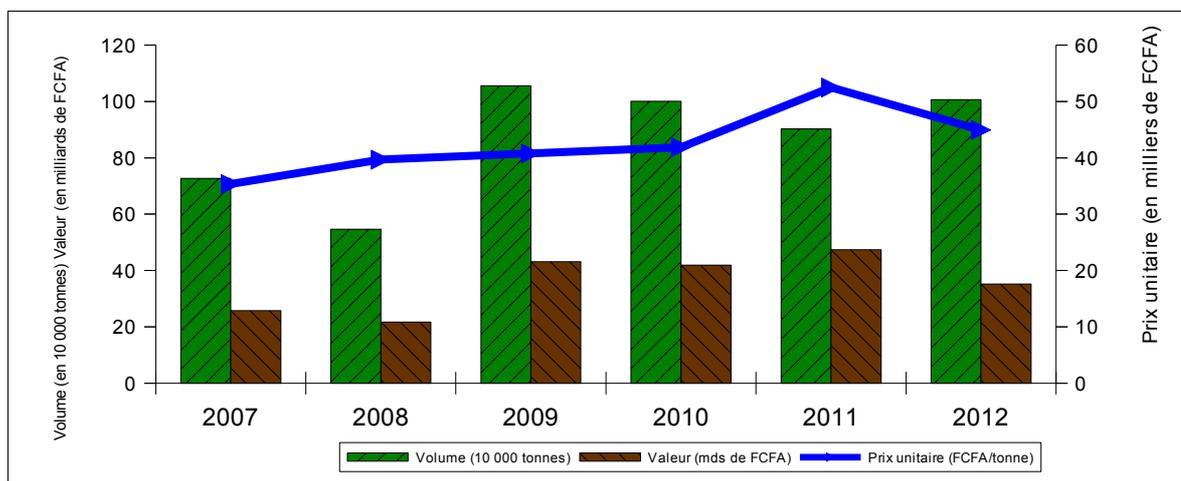
PHOSPHATE	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Volume (tonnes)	699 000	681 128	846 114	892 330	948 919	6,3%
Valeur (millions de FCFA)	48 877	42 527	33 962	45 417	65 051	43,2%
Prix moyen (FCFA/tonne)	69 924	62 436	40 139	50 897	68 552	34,7%

Sources : Entreprise et BCEAO.

Au plan de la répartition du marché, la Pologne est le principal client du Togo en 2012 suivie du Danemark, de l'Inde et de la Côte d'Ivoire.

#### 1.1.1.2.2 - Clinker

En valeur, les exportations de clinker<sup>11</sup> s'établissent à 45.183 millions en 2012, en régression de 4,6% par rapport aux 47.354 millions enregistrés en 2011. Cette évolution est principalement induite par la baisse de 14,4% du prix moyen de cession ressorti à 44.926 FCFA la tonne contre 52.478 FCFA une année plus tôt.

**Graphique 8- Evolution des exportations de clinker en volume et valeur**

Sources : Entreprise et BCEAO.

Le volume exporté est plutôt en hausse de 11,5% du fait de la progression de la demande extérieure.

**Tableau 14 - Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté**

CLINKER	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Volume (tonnes)	546 000	1 056 202	1 000 747	902 353	1 005 716	11,5%
Valeur (millions de FCFA)	21 670	43 063	41 906	47 354	45 183	-4,6%
Prix moyen (FCFA/tonne)	39 689	40 771	41 875	52 478	44 926	-14,4%

Sources : Entreprise et BCEAO.

En 2012, le Burkina, le Niger et le Ghana ont été les pays importateurs du clinker togolais.

<sup>11</sup> Il s'agit des statistiques communiquées par l'entreprise. Les exportations de clinker issues des statistiques douanières sont évaluées à 38.550 millions pour 950.010 tonnes.

#### 1.1.1.2.2.3 - Minerais de fer<sup>12</sup>

En valeur, les exportations de minerais de fer se sont chiffrées à 2.700 millions en 2012 pour un volume de 75.000 tonnes avec un prix moyen de 36.000 FCFA la tonne, contre respectivement 770 millions, 18.000 tonnes et 42.750 FCFA en 2011.

**Tableau 15 - Evolution des quantités et valeurs de minerais de fer exporté**

FER	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Volume (tonnes)	0	0	0	18 000	75 000	316,7%
Valeur (millions de FCFA)	0	0	0	770	2 700	250,9%
Prix moyen (FCFA/tonne)				42 750	36 000	-15,8%

Sources : BCEAO et DGSCN.

L'Allemagne a été le seul pays importateur de minerais de fer togolais en 2012.

#### 1.1.1.2.3 - Produits pétroliers

Les réexportations de produits pétroliers se chiffrent à 65.422 millions en 2012 contre 41.018 millions en 2011, soit une augmentation de 59,5%. Cette évolution est impulsée par l'augmentation de 60,1% du volume dans un contexte de quasi-stabilité du prix moyen.

Les réexportations des produits pétroliers ont été effectués à destination de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal), l'Union Européenne (Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Lettonie), l'Islande, la Suisse, le Panama, la Russie, l'Israël, le Liban et la Guinée Equatoriale.

**Tableau 16 - Evolution des réexportations de produits pétroliers**

Produits pétroliers	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Volume (tonnes)	71 985	64 920	90 360	130 742	209 304	60,1%
Valeur (millions de FCFA)	27 676	20 306	21 725	41 018	65 422	59,5%
Prix moyen (FCFA/tonne)	384 469	312 790	240 428	313 729	312 570	-0,4%

Sources : BCEAO et DGSCN.

#### 1.1.1.2.4 - Produits industriels

Les produits industriels exportés par le Togo se composent essentiellement de ciment, de produits sidérurgiques, de produits alimentaires, de textiles, de produits chimiques et de matériels de transport.

<sup>12</sup> En 2008, un permis pour l'exploitation du gisement de fer, référencé 2008-021/PR du 12 février 2008, a été accordé à la société MM Mining créée en 2006 avec un capital de 1,5 milliard. Les premières ventes du minerai à l'extérieur ont été enregistrées au cordon douanier en 2011. Le Togo disposerait d'un gisement de fer situé dans le centre du pays dont les réserves ont été estimées à 500 millions de tonnes, avec une teneur moyenne de 45% de fer.

**Tableau 17 - Evolution des exportations de produits industriels (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11	Contrib 12/11
<b>Produits industriels</b>	<b>171 849</b>	<b>199 025</b>	<b>181 663</b>	<b>179 410</b>	<b>253 270</b>	<b>41,2%</b>	<b>41,2%</b>
Ciment	26 680	28 332	31 542	38 246	33 838	-11,5%	-2,5%
Produits sidérurgiques	28 336	33 522	16 761	20 926	27 057	29,3%	3,4%
Produits alimentaires	32 172	28 482	28 751	28 480	32 129	12,8%	2,0%
Textiles et articles d'habillement	18 443	20 780	22 858	14 352	23 047	60,6%	4,8%
Produits chimiques	19 293	30 615	34 145	31 742	73 177	130,5%	23,1%
Machines et matériels de transport	19 592	20 953	34 995	30 333	42 912	41,5%	7,0%
Autres produits manufacturés	27 333	36 341	12 610	15 331	21 109	37,7%	3,2%

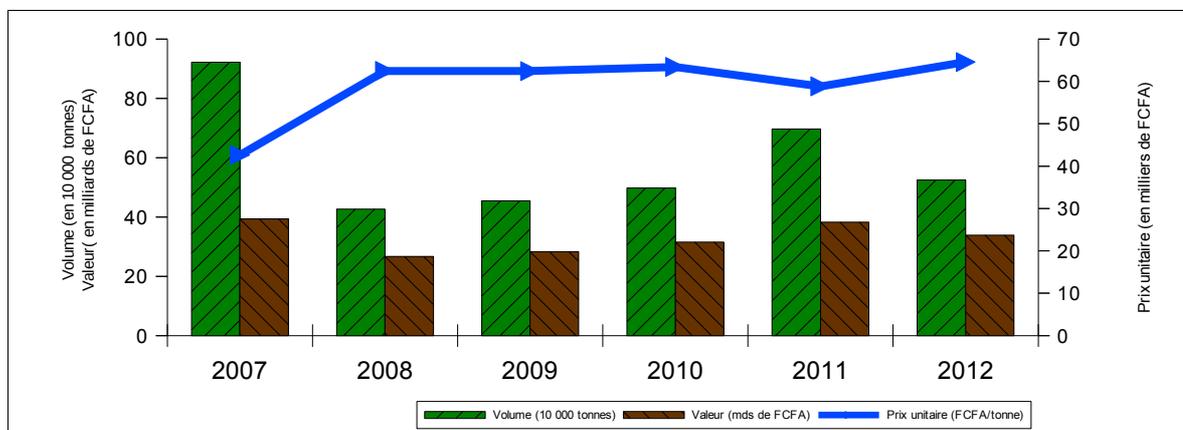
Sources : BCEAO et DGSCN.

En 2012, la valeur des exportations de produits industriels se chiffre à 253.270 millions, en progression de 41,2% par rapport aux 179.410 millions de 2011, en raison principalement de la hausse des exportations de produits chimiques, des machines et matériels de transport, des textiles et articles d'habillement, des produits sidérurgiques ainsi que des autres produits manufacturés.

#### 1.1.1.2.4.1 - Ciment

Les recettes d'exportation de ciment régressent de 11,5% en 2012 en s'établissant à 33.838 millions contre 38.246 millions une année plus tôt, suite à la baisse de 24,9% des quantités exportées conjuguée à la hausse de 17,8% du prix moyen de cession.

**Graphique 9 - Evolution des exportations de ciment en volume et valeur**



Sources : BCEAO et DGSCN.

Les pays acheteurs du ciment togolais en 2012 sont les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Mali, Niger) et le Ghana.

**Tableau 18 - Evolution des quantités et valeurs de ciment exporté**

CIMENT	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Volume (tonnes)	427 000	453 737	497 247	697 474	523 984	-24,9%
Valeur (millions de FCFA)	26 680	28 332	31 542	38 246	33 838	-11,5%
Prix moyen (FCFA/tonne)	62 483	62 442	63 433	54 835	64 578	17,8%

Sources : BCEAO et DGSCN.

---

#### **1.1.1.2.4.2 - Produits sidérurgiques**

Les produits sidérurgiques rassemblent les métaux et ouvrages en métaux, principalement, les matériaux de construction comme les fers à béton, les tuyaux galvanisés en fer, en acier, en fonte ou en cuivre.

En 2012, les exportations de produits sidérurgiques ont augmenté de 29,3% en s'établissant à 25.057 millions contre 20.926 millions en 2011 en liaison avec la hausse des réexportations des déchets et débris en métaux, ainsi que de barres en fer et en acier.

Ces produits ont été écoulés principalement vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger) et le Tchad.

#### **1.1.1.2.4.3 - Produits alimentaires**

Les produits des industries alimentaires couvrent notamment les farines de froment, les huiles raffinées, les boissons, les sucres et sucreries ainsi que les préparations à base de viande.

Les exportations de produits des industries alimentaires ont enregistré une augmentation de 12,8% en s'établissant à 32.129 millions en 2012 contre 28.480 millions en 2011.

Ces produits ont été exportés vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal), le Ghana, le Cameroun, la Belgique, la France et les Pays-Bas.

#### **1.1.1.2.4.4 - Textiles et articles d'habillement**

En 2012, les exportations de ces produits se chiffrent à 23.047 millions en hausse de 60,6% par rapport aux 14.352 millions enregistrés une année plus tôt. Cette évolution est imputable essentiellement aux tissus de coton, aux articles de la friperie et aux vêtements en bonneterie.

Ces produits ont été essentiellement exportés vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Nigeria), le Cameroun, le Congo et le Gabon.

#### **1.1.1.2.4.5 - Produits chimiques**

Les produits chimiques rassemblent notamment les engrais, les savons, les peintures et les produits de beauté.

Les exportations de ces produits ont progressé de 130,5% en passant de 31.742 millions en 2011 à 73.177 millions une année plus tard.

En 2012, les clients du Togo sont essentiellement les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal).

#### **1.1.1.2.4.6 - Machines et matériels de transport**

Les machines et matériels de transport concernent notamment les véhicules et les pièces détachées qui font l'objet de réexportation.

Ces transactions ont enregistré en 2012, une hausse de 41,5% en se chiffrant à 42.912 millions contre 30.333 millions en 2011. Cette évolution est essentiellement induite par la progression des réexportations de matériels de transport vers le Gabon et le Ghana.

#### **1.1.1.2.4.7 - Autres produits manufacturés**

Les autres produits manufacturés exportés par le Togo concernent particulièrement les sacs, les sachets et autres articles plastiques.

Les exportations des produits de l'espèce ont progressé de 37,7% en s'établissant à 21.109 millions en 2012 contre 15.331 millions en 2011. Cette évolution est induite notamment par les exportations de sacs et sachets d'emballage ainsi que de perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et ouvrages en cheveux.

Ces produits ont été écoulés vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Nigeria) et le Congo.

#### 1.1.1.2.5 - Exportations nettes de biens en négoce international<sup>13</sup>

Les échanges effectués dans le cadre du négoce international en 2012 ont porté essentiellement sur les produits pharmaceutiques et certains accessoires de santé.

En 2012, les transactions nettes de biens en négoce international se sont chiffrées à 647 millions.

Les échanges ont été réalisés essentiellement avec les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigeria).

#### 1.1.1.2.6 - Exportations d'or non monétaire

Les exportations d'or non monétaire concerne l'or non détenu comme avoir de réserve et traité comme toute autre marchandise.

Les transactions sur ce produit enregistrées au cordon douanier ont progressé de 14,9% en passant de 15.698 millions en 2011 à 18.040 millions une année plus tard. Le volume exporté a également augmenté de 15,0% avec 18 tonnes exportées contre 16 tonnes en 2011.

Ces transactions sont essentiellement des réexportations, le Togo n'étant pas producteur d'or.

Ce produit a été essentiellement écoulé vers la Suisse, le Liban et la Turquie.

**Tableau 19 - Evolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté**

OR NON MONETAIRE	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Volume (tonnes)			11	16	18	15,0%
Valeur (millions de FCFA)			10 568	15 698	18 040	14,9%
Prix moyen (millions de FCFA/tonne)			999	1 008	1 007	-0,1%

Sources : BCEAO et DGSCN.

#### 1.1.1.3 - Orientation géographique des exportations

Sur la base des données enregistrées au cordon douanier, la répartition géographique en 2012, indique l'Afrique (71,2%) comme étant la principale destination des exportations du Togo, suivie de l'Europe (21,0%) et de l'Asie (7,5%). Les exportations vers l'Amérique ne représentent que 0,3%.

**Tableau 20 - Répartition des exportations par zone géographique (en millions)**

	2008	Part / total	2009	Part / total	2010	Part / total	2011	Part / total	2012	Part / total	Var 12/11
EUROPE	28 184	9,1%	21 111	6,1%	108 522	33,2%	39 828	10,6%	108 739	21,0%	173,0%
AFRIQUE	243 227	78,3%	265 120	76,1%	127 569	39,1%	292 251	77,6%	368 015	71,2%	25,9%
AMÉRIQUE	6 842	2,2%	636	0,2%	12 459	3,8%	3 484	0,9%	1 455	0,3%	-58,2%
ASIE	32 368	10,4%	61 325	17,6%	78 017	23,9%	41 034	10,9%	38 908	7,5%	-5,2%
<b>TOTAL</b>	<b>310 622</b>	<b>100,0%</b>	<b>348 192</b>	<b>100,0%</b>	<b>326 567</b>	<b>100,0%</b>	<b>376 596</b>	<b>100,0%</b>	<b>517 117</b>	<b>100,0%</b>	<b>37,3%</b>

Sources : BCEAO et DGSCN.

<sup>13</sup> Le négoce international de biens s'applique lorsque la possession physique d'un bien n'est pas nécessaire pour que la transaction ait lieu.

En 2012, les exportations à destination de l'Afrique ont progressé de 25,9% en passant de 292.251 millions en 2011 à 368.015 millions une année plus tard, du fait des réexportations de pièces d'assemblage de bateau pour 24.115 millions (aucune exportation en 2011), des exportations de ciments hydrauliques pour 72.193 millions (contre 57.102 millions en 2011), de coke de pétrole, bitume de pétrole et autres résidus d'huiles ou bitumes pour 26.193 millions (contre 11.480 millions en 2011). Les ventes de pièces d'assemblage de bateau ont été orientées vers le Gabon (24.106 millions) et le Ghana. Celles de ciments hydrauliques ont été convoyées vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Niger). Les exportations de bitumes ont été effectuées en direction des pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Niger, Nigeria) et de la Guinée Equatoriale.

En Afrique, les principaux pays partenaires en 2012 sont ceux de la CEDEAO avec 83,8% des exportations et le Gabon. Ce sont particulièrement :

- le Burkina (21,0%), le Bénin (15,3%) et le Niger (13,0%) avec le ciment hydraulique, les articles de transport ainsi que les engrais minéraux et chimiques ;
- le Nigeria (12,9%) avec le coke de pétrole et le bitume de pétrole ainsi que les produits de beauté ;
- le Gabon (12,2%) avec les pièces d'assemblage de bateau et les tissus de coton
- le Ghana (11,1%) avec les motocycles.

**Tableau 21 - Proportion des exportations en Afrique**

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
<b>UEMOA</b>	<b>54,5%</b>	<b>62,0%</b>	<b>58,1%</b>	<b>58,1%</b>	<b>59,3%</b>
Bénin	17,6%	14,7%	16,4%	16,4%	15,3%
Burkina	16,8%	13,3%	15,9%	15,9%	21,0%
Côte d'Ivoire	4,3%	10,2%	8,3%	8,3%	4,9%
Guinée-Bissau	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Mali	4,6%	3,7%	4,1%	4,1%	3,9%
Niger	9,8%	18,1%	12,1%	12,1%	13,0%
Sénégal	1,4%	2,0%	1,2%	1,2%	1,1%
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>34,5%</b>	<b>20,3%</b>	<b>29,5%</b>	<b>29,5%</b>	<b>24,5%</b>
Ghana	20,8%	17,6%	16,7%	16,7%	11,1%
Guinée	0,5%	0,0%	0,3%	0,3%	0,2%
Nigeria	12,8%	2,6%	12,2%	12,2%	12,9%
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	0,3%	0,0%	0,3%	0,3%	0,2%
<b>CEMAC</b>	<b>9,6%</b>	<b>4,3%</b>	<b>10,7%</b>	<b>10,7%</b>	<b>14,5%</b>
Cameroun	0,4%	2,2%	0,9%	0,9%	0,5%
Congo (Brazzaville)	0,6%	0,3%	0,5%	0,5%	0,7%
Gabon	6,7%	1,2%	7,6%	7,6%	12,2%
Guinée Equatoriale	0,3%	0,1%	0,9%	0,9%	0,4%
République Centrafricaine	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
Tchad	1,5%	0,5%	0,8%	0,8%	0,6%
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>1,4%</b>	<b>13,4%</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,7%</b>
Afrique du Sud	0,1%	8,3%	0,0%	0,0%	0,1%
Angola	0,2%	0,1%	0,4%	0,4%	0,3%
Maroc	0,3%	1,5%	0,5%	0,5%	0,4%
République Démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	0,7%	0,3%	0,4%	0,4%	0,2%
Tunisie	0,0%	3,1%	0,2%	0,2%	0,0%
Autres	0,2%	0,0%	0,3%	0,3%	0,8%
<b>AFRIQUE</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Sources : BCEAO et DGSCN.

En ce qui concerne l'Europe, deuxième destination continentale des produits du Togo, les exportations ont progressé de 173,0% en passant de 39.828 millions en 2011 à 108.739 millions en 2012. Cette hausse est essentiellement portée par les exportations de phosphates à destination de la Pologne et du Danemark qui ont fortement progressé à 45.653 millions en 2012 contre 3.052 millions en 2011. Celles des huiles non brutes de pétrole ont augmenté de 228,2% avec 35.354 millions contre 10.773 millions en 2011, à destination essentiellement de la France et du Danemark.

Les exportations vers l'Amérique et l'Asie ont baissé respectivement de 58,2% et 5,2% en raison du repli (-82,5%) des ventes de phosphates qui sont passées de 16.548 millions en 2011 à 2.895 millions en 2012, notamment à destination du Brésil, des Etats-unis, de l'Inde et du Pakistan d'une part, et de la baisse des exportations de graisses et d'huiles végétales avec 3 millions en 2012 contre 607 millions en 2011 d'autre part. Cependant, les ventes de coton ont progressé de 43,1% en passant de 20.912 millions en 2011 à 29.915 millions une année plus tard, à destination de l'Asie, notamment la Chine, l'Indonésie, l'Inde et la Malaisie.

#### **Encadré 1 : Port Autonome de Lomé**

Le Port Autonome de Lomé (PAL) est le seul port en eau profonde de la sous-région. Par sa situation géographique exceptionnelle, le PAL est le bras de mer des pays du Sahel.

Dans la perspective de sa modernisation et afin de se hisser aux normes des standards internationaux, le PAL est en voie, depuis décembre 2011, de se doter d'une darse avec un terminal à conteneurs et d'un troisième quai dont les travaux sont en cours. Ce quai sera équipé de cinq (5) portiques et muni d'un tirant d'eau profond de 12 à 15 mètres, il aura 450 mètres linéaires de long à terme. Ces dimensions lui permettront d'accueillir des porte-conteneurs de 7.000 équivalent vingt pieds (EVP). La darse, quant à elle, aura une longueur de quai de 1.050 mètres.

Ces projets visent à permettre au PAL de traiter environ un (1) million de conteneurs chaque année contre un peu moins de 250.000 actuellement.

Les travaux d'aménagement permettront également de doubler la capacité de stockage du terminal à conteneurs. Il revêt aussi l'avantage de faciliter les services aux navires, notamment en faveur, entre autres, des pays enclavés de la sous-région.

Il est à noter qu'à part le terminal à conteneurs, le PAL dispose d'autres capacités d'accueil tels qu'un quai conventionnel, un quai pétrolier, un quai minéralier et un port de pêche.

Suivant les statistiques déclarées par le PAL, les débarquements ont progressé de 5,4% en passant de 3,3 millions de tonnes en 2011 à 3,5 millions de tonnes en 2012. Par contre, les embarquements ont régressé de 33,2% en passant de 1,5 million de tonnes en 2011 à 1,0 million de tonnes une année plus tard. La baisse observée au niveau des embarquements, a été localisée au niveau des produits de luxe (-99,6%), des produits agricoles, en particulier le cacao (-95,5%) et divers autres produits sans identification particulière (-38,7%).

### **1.1.2 - Importations de biens**

#### **1.1.2.1 - Evolution globale des importations de biens**

En 2012, les importations de biens enregistrées en balance des paiements se sont chiffrées à 945.147 millions, en régression de 0,8% par rapport aux 953.081 millions affichés en 2011.

Les importations de biens représentent 47,5% du PIB nominal contre 53,8% un an plus tôt.

**Tableau 22 - Evolution des importations de biens (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Marchandises générales	585 393	621 003	696 749	939 734	929 794	-1,1%
Or non monétaire	0	1	8 719	13 347	15 354	15,0%
<b>IMPORTATIONS DE BIENS</b>	<b>585 393</b>	<b>621 004</b>	<b>705 468</b>	<b>953 081</b>	<b>945 147</b>	<b>-0,8%</b>
PIB Nominal (PIB)	1 418 525	1 493 551	1 571 336	1 772 584	1 989 464	12,2%
Importations de biens / PIB	41,3%	41,6%	44,9%	53,8%	47,5%	-

Sources : BCEAO et DGSCN.

### 1.1.2.2 - Composition des importations de biens

Les marchandises générales sont constituées des marchandises recensées en commerce spécial, auxquelles s'ajoutent celles faisant l'objet de mouvements d'entrepôts et les ajustements de champ pour se conformer aux concepts de balance des paiements. La valeur FOB des marchandises est obtenue après déduction des frets et assurances reclassés dans les services.

**Tableau 23 - Evolution des marchandises générales importées (en millions)**

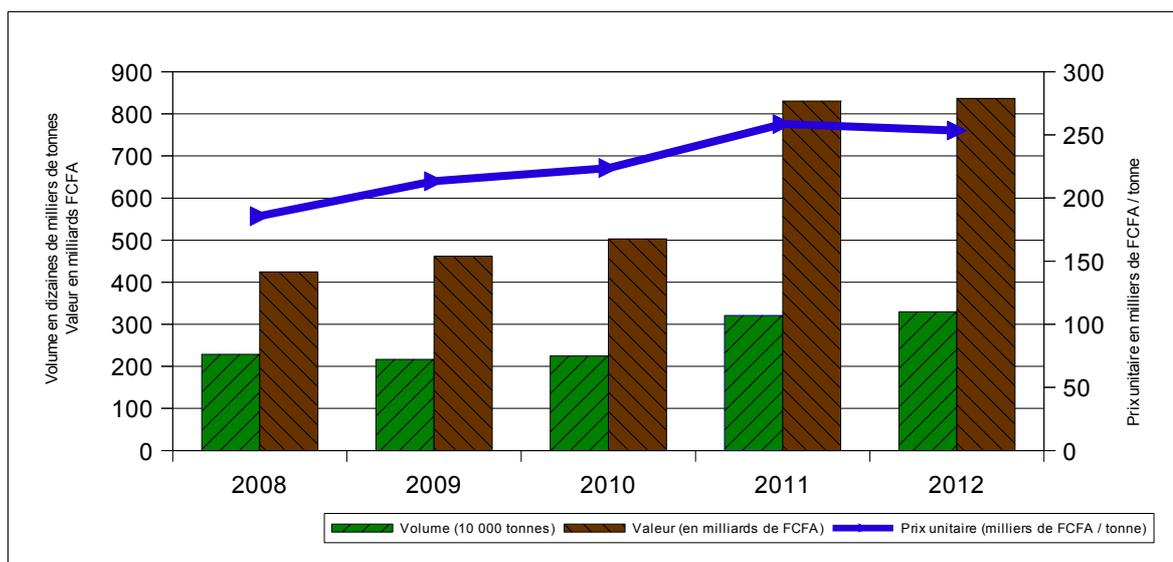
RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
1- Importations commerce général (CAF) (1.a + 1.b + 1.c)	581 969	585 164	668 164	863 613	938 318	8,7%
1.a- Importations commerce spécial (CAF)	424 651	461 777	503 189	830 445	836 584	0,7%
1.b- Mouvements d'entrepôt	166 974	145 768	177 845	44 364	116 322	162,2%
1.c- Ajustement de couverture de champ	-9 657	-22 382	-12 870	-11 197	-14 588	30,3%
2- Ajustement (commerce non contrôlé + CEB)	96 540	129 465	135 491	214 300	141 606	-33,9%
2.a- Commerce non contrôlé	49 086	63 972	68 896	142 248	64 048	-55,0%
1.b- CEB	47 454	65 493	66 595	72 052	77 558	7,6%
3- Importations ajustées (CAF) (1+2)	678 508	714 629	803 655	1 077 912	1 079 924	0,2%
4- Reclassification du fret et assurance (1*16%)	-93 115	-93 626	-106 906	-138 178	-150 131	8,7%
<b>Marchandises générales importées (FOB) (3+4)</b>	<b>585 393</b>	<b>621 003</b>	<b>696 749</b>	<b>939 734</b>	<b>929 794</b>	<b>-1,1%</b>
PIB Nominal (PIB)	1 418 525	1 493 551	1 571 336	1 772 584	1 989 464	12,2%
Importations ajustées CAF /PIB (%)	47,8%	47,8%	51,1%	60,8%	54,3%	-

Sources : BCEAO et DGSCN.

#### 1.1.2.2.1 - Importations de biens en commerce spécial

En 2012, les achats de biens extérieurs classés en commerce spécial se sont élevés à 836.584 millions contre 830.445 millions en 2011, en hausse de 0,7%.

**Graphique 10 - Evolution des importations en commerce spécial (volume et valeur)**



Sources : BCEAO et DGSCN.

Cette progression de la valeur des importations est liée à la hausse de 2,7% du volume des produits importés, atténuée par une diminution de 2,0% du prix moyen de la tonne de ces produits qui passe de 258.588 FCFA en 2011 à 253.542 FCFA en 2012.

**Tableau 24 - Evolution des importations de biens en commerce spécial (en millions)**

	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Volume (milliers de tonnes)	2 287	2 165	2 248	3 211	3 300	2,7%
Valeur (millions de FCFA)	424 651	461 777	503 189	830 445	836 584	0,7%
Prix moyen (FCFA/tonne)	185 681	213 292	223 816	258 588	253 542	-2,0%

Sources : BCEAO et DGSCN.

La hausse de la valeur des importations en 2012 est imprimée par les énergies et lubrifiants ainsi que les biens de consommation dont les factures CAF ont respectivement progressé de 33,6% et 7,3%. Les importations de biens d'équipement et celles de matières premières et produits semi-finis ont connu des baisses respectives de 21,9% et 0,9%.

**Tableau 25 - Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Biens de consommation	140 102	173 173	201 235	219 665	235 757	7,3%
Énergies et lubrifiants	109 990	69 149	79 236	138 389	184 851	33,6%
Matières premières et produits semi-finis	86 979	90 358	89 992	224 037	222 099	-0,9%
Biens d'équipement	87 580	129 096	132 726	248 354	193 877	-21,9%
<b>Importations en commerce spécial (CAF)</b>	<b>424 651</b>	<b>461 777</b>	<b>503 189</b>	<b>830 445</b>	<b>836 584</b>	<b>0,7%</b>

Sources : BCEAO et DGSCN.

### 1.1.2.2.1.1 - Biens de consommation

Les biens de consommation importés augmentent en valeur de 7,3% en s'établissant à 235.757 millions en 2012 contre 219.665 millions une année plus tôt. Cette évolution est imputable à la hausse des importations du sous-groupe « Alimentation-Boissons-Tabacs » (+6,1%) et du sous-groupe « Autres produits finis pour la consommation » (8,3%).

La part des biens de consommation dans les importations totales augmente de 1,7 points de pourcentage, soit de 26,5% en 2011 à 28,2% en 2012.

**Tableau 26 - Evolution des importations des biens de consommation (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Alimentation-Boissons-Tabacs	51 441	58 390	70 785	98 637	104 654	6,1%
Autres produits finis pour la consommation	88 661	114 783	130 449	121 028	131 104	8,3%
<b>Total des biens de consommation (1)</b>	<b>140 102</b>	<b>173 173</b>	<b>201 235</b>	<b>219 665</b>	<b>235 757</b>	<b>7,3%</b>
<b>Total importations en commerce spécial (2)</b>	<b>424 651</b>	<b>461 777</b>	<b>503 189</b>	<b>830 445</b>	<b>836 584</b>	<b>0,7%</b>
Part des biens de consommation dans les importations	33,0%	37,5%	40,0%	26,5%	28,2%	-

Sources : BCEAO et DGSCN.

#### 1.1.2.2.1.1.1 - Alimentation-boissons-tabacs

Avec 104.654 millions contre 98.637 millions en 2011, la valeur des importations des produits du sous-groupe « Alimentation-Boissons-Tabacs » a enregistré une hausse de 6,1% impulsée par les importations de produits alimentaires (+4,3%), de boissons (25,6%) et de tabacs (15,3%). Le coût unitaire du kilogramme de ces produits est passé de 221,3 FCFA/kg à 235,8 FCFA/kg, soit une progression de 6,6% d'une année à l'autre. De plus, le tonnage importé a enregistré une hausse de 26,1% en passant de 445.666 tonnes en 2011 à 561.770 tonnes en 2012.

L'accroissement de la demande intérieure en produits alimentaires est localisé au niveau des huiles (+122,8%), des poissons (+8,2%) et du riz (+13,5%). Toutefois, la baisse de 29,9% des autres produits alimentaires est essentiellement imputable aux sucreries sans cacao (-36,1%).

La hausse des importations de boissons est imputable aux boissons alcoolisées notamment alcool non dénaturé à 80% vol (+44,5%) et aux eaux minérales et gazeifiées (+32,6%).

Les importations de tabacs sont en progression de 15,3% malgré les mesures prises par les Autorités pour lutter contre la consommation de tabac, notamment à travers la loi anti-tabac N°2010-017 du 31 décembre 2010 relative à la production, à la commercialisation, à la consommation des cigarettes et autres produits du tabac.

**Tableau 27 - Evolution des importations du groupe « Alimentation-Boissons-Tabacs » (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Produits alimentaires	39 576	48 259	60 396	87 415	91 214	4,3%
Riz	4 107	5 684	5 310	7 559	8 576	13,5%
Poissons	2 901	3 791	11 229	14 262	15 432	8,2%
Viandes	4 471	4 077	4 929	5 526	5 975	8,1%
Lait	2 540	3 659	4 670	8 695	8 578	-1,3%
Sucre	3 263	5 788	8 222	8 679	9 500	9,5%
Huiles	-	-	3 731	8 662	19 296	122,8%
Autres produits alimentaires	22 294	25 260	22 304	34 032	23 856	-29,9%
Boissons	3 047	3 640	3 512	4 895	6 149	25,6%
Tabacs	8 817	6 491	6 878	6 326	7 291	15,3%
<b>TOTAL</b>	<b>51 441</b>	<b>58 390</b>	<b>70 785</b>	<b>98 637</b>	<b>104 654</b>	<b>6,1%</b>

Sources : BCEAO et DGSCN.

### 1.1.2.2.1.2 - Autres produits finis pour la consommation

La valeur des importations des autres produits finis pour la consommation s'établit en 2012 à 131.104 millions, en augmentation de 8,3% par rapport aux 121.028 millions de 2011. Cette hausse est imputable à l'accroissement des importations des produits chimiques (+34,8%) et des produits pharmaceutiques (+19,3%). L'importation des autres produits manufacturés a fléchi de 7,4% notamment en ce qui concerne les articles d'ameublement (-98,8%).

**Tableau 28 - Evolution des importations du groupe "Autres produits finis pour la consommation" (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Produits pharmaceutiques	19 029	28 922	37 310	36 385	43 420	19,3%
Produits chimiques	7 875	10 784	12 196	22 020	29 689	34,8%
Autres produits manufacturés	61 757	75 078	80 943	62 622	57 995	-7,4%
<b>TOTAL</b>	<b>88 661</b>	<b>114 783</b>	<b>130 449</b>	<b>121 028</b>	<b>131 104</b>	<b>8,3%</b>

Sources : BCEAO et DGSCN.

### 1.1.2.2.1.2 - Energie et lubrifiants

La valeur des produits du groupe « énergie et lubrifiants » s'élève à 184.851 millions en 2012, en hausse de 33,6% par rapport aux 138.389 millions de 2011 en liaison avec une augmentation de 4,4% du volume importé conjuguée à la progression de 27,9% du prix moyen.

**Tableau 29 - Evolution des importations d'énergie et lubrifiants (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Pétrole brut	76	0	0	0	0	-
Pétrole lampant	17 413	9 342	7 178	8 525	10 715	25,7%
Essence	42 620	25 442	25 272	25 023	37 882	51,4%
Gas-oil et fuel-oil	44 048	27 248	38 001	54 787	78 491	43,3%
Huiles de graissage	2 906	4 705	4 774	7 918	11 208	41,6%
Butane et autres gaz	1 354	1 106	2 479	3 899	5 495	40,9%
Bitumes et produits bitumeux	58	268	1 068	38 171	40 491	6,1%
Autres	1 515	1 039	465	67	569	751,8%
<b>Total valeurs (1)</b>	<b>109 990</b>	<b>69 149</b>	<b>79 236</b>	<b>138 389</b>	<b>184 851</b>	<b>33,6%</b>
<b>Volume (tonne)</b>	<b>498 136</b>	<b>233 926</b>	<b>327 996</b>	<b>521 978</b>	<b>545 025</b>	<b>4,4%</b>
<b>Prix moyen (FCFA/tonne)</b>	<b>220 804</b>	<b>295 604</b>	<b>241 576</b>	<b>265 125</b>	<b>339 160</b>	<b>27,9%</b>
<b>Total importations en commerce spécial (2)</b>	<b>424 651</b>	<b>461 777</b>	<b>503 189</b>	<b>830 445</b>	<b>836 584</b>	<b>0,7%</b>
Part dans les importations (1) / (2)	25,9%	15,0%	15,7%	16,7%	22,1%	-

Sources : BCEAO et DGSCN.

La hausse des importations de produits pétroliers est essentiellement impulsée par les achats de gazole et fioul (+43,3%) et d'essence (+51,4%) pour satisfaire la demande intérieure en carburants. Néanmoins, la poursuite des travaux de réhabilitation des infrastructures routières a conduit à la progression de 6,1% d'importation de bitumes et de produits bitumeux.

Par ailleurs, le dynamisme qu'occasionne les chantiers d'aménagement de la voirie implique une forte demande en carburant et autres produits énergétiques de la part des entreprises des bâtiments et travaux publics. En effet, le tonnage importé en 2012 s'est situé à 545.025 tonnes contre passé de 521.978 tonnes en 2011 et 327.996 tonnes en 2010.

La part des produits pétroliers dans les importations totales progresse de 5,4 points de pourcentage en passant de 16,7% en 2011 à 22,1% en 2012.

#### 1.1.2.2.1.3 - Matières premières et produits semi-finis

Les matières premières et produits semi-finis importés se chiffrent à 222.099 millions en 2012 contre 224.037 millions en 2011, soit une baisse de 0,9%. Cette évolution est induite par la régression des importations de produits semi-finis (-6,4%) en rapport avec les produits sidérurgiques pour la voirie, notamment des ouvrages semi-finis en fer et en acier, des barres de fer et d'acier, des tubes, tuyaux et accessoires en matières plastiques, des accessoires de tuyauterie en fonte, en fer et acier, etc.

Les importations de matières premières ont, par contre, progressé de 21,8% en liaison avec la demande de clinker.

**Tableau 30 - Evolution des importations des matières premières (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Matières premières	45 462	50 133	47 270	43 825	53 369	21,8%
<i>Dont blé</i>	9 011	9 527	7 134	14 371	15 212	5,9%
<i>clinker</i>	32 541	35 996	35 032	27 528	46 368	68,4%
Produits semis-finis	41 517	40 226	42 722	180 211	168 730	-6,4%
<i>Dont produits sidérurgiques</i>	27 611	27 400	35 024	126 491	116 912	-7,6%
<i>autres matériaux de construction</i>	13 906	12 825	7 698	6 611	4 709	-28,8%
<b>TOTAL</b>	<b>86 979</b>	<b>90 358</b>	<b>89 992</b>	<b>224 037</b>	<b>222 099</b>	<b>-0,9%</b>

Sources : BCEAO et DGSCN.

#### 1.1.2.2.1.4 - Biens d'équipement

Les importations de biens d'équipement s'élèvent en 2012 à 193.877 millions contre 248.354 millions en 2011, soit une diminution de 21,9%. Le niveau exceptionnel de 2011 était induit par l'importation d'un bateau et de ses pièces de rechange pour une valeur de 71.891 millions, dans le cadre de l'exploration pétrolière. Cependant, des importations de pièces d'assemblage et de rechange de bateau ont été effectuées en 2012 pour une valeur de 46.241 millions.

Le niveau des biens d'équipement est imputable, outre les pièces d'assemblage de bateaux, aux importations de motocycles, de véhicules à usage touristique ainsi que de bulldozers, de angeldozers, de scrapers, d'excavateurs, de compacteuses, etc. dans le cadre des travaux d'aménagement de la voirie publique.

Le repli enregistré au niveau des produits finis pour l'agriculture s'explique par les importations exceptionnelles réalisées en 2011 dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) qui vise une croissance agricole de 6% à l'horizon 2015. Ces importations avaient concerné les machines et outils pour les cultures agricoles, horticoles et sylvicoles.

La proportion de ces biens dans les importations totales est en baisse, passant de 29,9% en 2011 à 23,2% en 2012.

**Tableau 31 - Evolution des importations des biens d'équipement (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Produits finis pour l'agriculture	311	164	342	2 302	418	-81,8%
Produits finis pour l'industrie	87 269	128 932	132 384	246 052	193 459	-21,4%
<b>Biens d'équipement (1)</b>	<b>87 580</b>	<b>129 096</b>	<b>132 726</b>	<b>248 354</b>	<b>193 877</b>	<b>-21,9%</b>
<b>Total importations en commerce spécial (2)</b>	<b>424 651</b>	<b>461 777</b>	<b>503 189</b>	<b>830 445</b>	<b>836 584</b>	<b>0,7%</b>
Part des biens d'équipement dans les importations	20,6%	28,0%	26,4%	29,9%	23,2%	-

Sources : BCEAO et DGSCN.

### 1.1.2.2 - Importations d'or non monétaire

En 2012, aucune transaction sur ce produit n'a été recensée au cordon douanier contre une importation en 2011, en provenance de la France, pour une valeur de 13,5 millions.

Cependant, le coût d'achat des réexportations de cette matière a été estimé à 15.354 millions<sup>14</sup> en 2012 contre 13.333 millions en 2011 portant ainsi les importations totales d'or non monétaire à 13.347 millions.

### 1.1.2.3 - Orientation géographique des importations

En 2012, les principaux pays fournisseurs de biens au Togo sont l'Europe (38,4%) et l'Asie (34,6%). L'Afrique et l'Amérique ne représentent, dans cette répartition, que 15,0% et 12,0% respectivement.

**Tableau 32 - Répartition des importations par zone géographique (en millions)**

	2008	Part / total	2009	Part / total	2010	Part / total	2011	Part / total	2012	Part / total	Var 12/11
EUROPE	188 807	44,5%	210 494	45,6%	208 006	41,3%	372 549	44,9%	321 326	38,4%	-13,7%
AFRIQUE	107 080	25,2%	73 366	15,9%	77 138	15,3%	114 834	13,8%	125 082	15,0%	8,9%
AMÉRIQUE	18 909	4,5%	30 413	6,6%	28 201	5,6%	44 766	5,4%	100 428	12,0%	124,3%
ASIE	109 856	25,9%	147 504	31,9%	189 844	37,7%	298 296	35,9%	289 748	34,6%	-2,9%
<b>TOTAL</b>	<b>424 651</b>	<b>100,0%</b>	<b>461 777</b>	<b>100,0%</b>	<b>503 189</b>	<b>100,0%</b>	<b>830 445</b>	<b>100,0%</b>	<b>836 584</b>	<b>100,0%</b>	<b>0,7%</b>

Sources : BCEAO et DGSCN.

En 2012, les importations en provenance de l'Europe ont régressé de 13,7% en passant de 372.549 millions en 2011 à 321.326 millions une année plus tard, du fait du niveau exceptionnel d'importations, en 2011, de bateau et de pièces d'assemblage pour 71.891 millions auprès de la Norvège, de l'Islande et de la Grande Bretagne. Néanmoins, des importations de ce bien ont été effectuées pour 46.241 millions en 2012 auprès des Etats-Unis et de la France. De plus, les importations de bitumes et sables bitumeux ont régressé de 99,9%.

Les importations en provenance de l'Europe sont essentiellement constituées d'huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux pour 95.768 millions contre 55.823 millions en 2011, en particulier de la Lettonie, la Belgique et la France.

<sup>14</sup> L'estimation de la valeur des importations d'or non monétaire a été faite sur la base des données déclarées par les douanes au titre des réexportations de ce produit. Un taux moyen de 82,5% a été appliqué aux réexportations d'or non monétaire sur la base des informations obtenues sur le taux de marge moyen appliqué par les ré-exportateurs qui se chiffre à 17,5%.

---

L'Asie a également fourni au Togo, en 2012, des marchandises pour 289.748 millions contre 298.296 millions en 2011 en baisse de 2,9% suite au repli des importations d'appareils électriques de téléphonie par fil (-56,4%).

Cependant, des progressions ont été enregistrées pour :

- des huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux pour 46.820 millions contre 15.652 millions en 2011, de l'Israël, de l'Inde et de la Turquie ;
- des huiles de coco et palmiste pour 7.666 millions contre 27 millions en 2011, de l'Indonésie et de la Malaisie ;
- des polymères de l'éthylène pour 22.318 millions contre 16.440 millions, du Qatar, de la Thaïlande, de l'Arabie Saoudite, de la Corée du Nord et du Koweït.

Les importations en provenance de l'Amérique sont passées de 44.766 millions en 2011 à 100.428 millions, en hausse de 124,3%. Elles ont été portées par :

- les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux pour 20.012 millions contre 4.541 millions en 2011, du Vénézuéla et des Etats-Unis ;
- le blé pour 7.430 millions contre 5.368 millions en 2011, du Canada.

Au titre des échanges avec l'Afrique, les importations se sont confortées de 8,9% en passant de 114.834 millions à 125.082 millions d'une année à l'autre, en hausse de 15,0%.

Elles ont concerné :

- les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux pour 25.765 millions contre 18.796 millions en 2011, de la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal ;
- les huiles de palme pour 3.414 millions contre 840 millions en 2011, de la Côte d'Ivoire et du Ghana.

En 2012, les principaux partenaires du Togo en Afrique, sont :

- le Ghana (29,2%) avec les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux et le gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux ;
- la Côte d'Ivoire (20,5%) avec les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, les huiles de palme et les cokes de pétrole ainsi que les bitumes de pétrole ;
- l'Afrique du Sud (14,2%) avec la houille et combustibles solides similaires, les polymères de propylène et des produits laminés en fer ou en acier non alliés.

**Tableau 33 - Proportion des importations en provenance d'Afrique**

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
<b>UEMOA</b>	<b>52,2%</b>	<b>36,1%</b>	<b>39,9%</b>	<b>34,9%</b>	<b>31,4%</b>
Bénin	4,1%	2,1%	3,0%	3,3%	2,7%
Burkina	0,5%	0,4%	1,4%	0,6%	0,6%
Côte d'Ivoire	43,7%	25,2%	25,9%	22,8%	20,5%
Guinée-Bissau	1,6%	3,8%	4,2%	3,7%	2,3%
Mali	0,5%	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Niger	0,3%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
Sénégal	1,5%	4,3%	5,3%	4,5%	5,2%
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>21,4%</b>	<b>36,4%</b>	<b>22,1%</b>	<b>26,1%</b>	<b>37,4%</b>
Ghana	11,3%	18,8%	16,2%	17,3%	29,2%
Nigeria	9,6%	16,7%	5,9%	8,0%	6,8%
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	0,5%	0,8%	0,0%	0,8%	1,4%
<b>CEMAC</b>	<b>1,9%</b>	<b>1,1%</b>	<b>1,1%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,8%</b>
Cameroun	1,7%	1,1%	1,1%	0,5%	0,8%
Congo (Brazzaville)	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres CEMAC	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>24,5%</b>	<b>26,4%</b>	<b>36,9%</b>	<b>38,5%</b>	<b>30,4%</b>
Afrique du Sud	17,8%	14,5%	12,0%	18,0%	14,2%
Egypte	0,2%	2,5%	1,5%	2,5%	2,6%
Maroc	0,9%	5,0%	6,0%	4,8%	6,7%
Mauritanie	0,8%	2,3%	5,4%	5,5%	4,4%
Mozambique	0,0%	0,1%	9,1%	2,5%	1,0%
Seychelles	3,8%	0,5%	1,0%	0,0%	0,0%
Tunisie	0,9%	1,0%	0,8%	1,2%	1,2%
Autres	0,2%	0,6%	1,2%	4,1%	0,2%

Sources : BCEAO et DGSCN.

**Encadré 2 : Échanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA**

Dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements régionale de l'UEMOA, les données officielles sur les échanges intra-UEMOA ont fait l'objet de retraitements par la Cellule régionale chargée de la réconciliation des données sur le commerce intra-UEMOA. Ces retraitements ont été pris en compte dans la détermination des valeurs globales des importations et des exportations du Togo. La matrice des échanges intra-communautaires ci-après, arrêtée par la Cellule, est obtenue à la suite de la confrontation des données du commerce général des pays partenaires dans l'Union et de la prise en compte des échanges transfrontaliers non contrôlés.

**Estimation de la matrice des échanges communautaire en 2012 (en millions)**

		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		8 643	13 507	317	75 077	38 996	28 750	65 189	<b>230 480</b>
	Burkina	5 365		22 041	13	30 317	9 059	5 747	4 181	<b>76 722</b>
	Côte d'Ivoire	96 528	290 731		390	158 102	35 863	115 035	82 597	<b>779 246</b>
	Guinée-Bissau	0	0	272		7 038	0	3 595	3 631	<b>14 536</b>
	Mali	11 463	47 279	62 654	651		8 948	34 981	13 817	<b>179 793</b>
	Niger	22 316	7 147	3 316	0	45 501		4 942	7 608	<b>90 829</b>
	Sénégal	11 537	33 707	49 579	37 100	227 750	8 363		15 633	<b>383 670</b>
	Togo	139 194	77 766	54 981	400	17 453	60 798	5 845		<b>356 438</b>
	UEMOA	<b>286 404</b>	<b>465 273</b>	<b>206 351</b>	<b>38 872</b>	<b>561 238</b>	<b>162 028</b>	<b>198 894</b>	<b>192 656</b>	<b>2 111 715</b>

Sources : BCEAO et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

En 2012, les exportations du Togo vers les autres pays de l'UEMOA se sont chiffrées à 356.438 millions contre 271.360 millions en 2011.

Les importations du Togo en provenance des pays de l'UEMOA se sont, quant à elles, établies à 192.656 millions contre 183.935 millions en 2011.

La balance commerciale avec les pays de l'UEMOA est ressortie excédentaire de 163.782 millions contre un excédent de 87.425 millions enregistré en 2011.

## 1.2 – Balance des services

Le poste « services » de la balance des paiements comprend les transports, les voyages et d'autres services tels que les services financiers, les services de communication, les services d'informatique et d'information.

La balance des services du Togo dégage en 2012 un solde excédentaire de 8.000 millions contre 16.617 millions en 2011. Cette évolution est due à l'amélioration du solde des services de voyages atténuée par le repli du solde des autres services et l'aggravation du solde déficitaire des services de transports, en particulier le transport maritime.

**Tableau 34 - Evolution de la balance des services (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Transports	-64 472	-67 216	-57 354	-20 875	-49 716	138,2%
Voyages	9 183	10 094	9 697	19 012	39 668	108,6%
Autres services	21 218	18 796	6 182	18 480	18 048	-2,3%
<b>Balance des services</b>	<b>-34 071</b>	<b>-38 326</b>	<b>-41 475</b>	<b>16 617</b>	<b>8 000</b>	<b>-51,9%</b>

Source : BCEAO.

La rubrique « Transports » regroupe les transports de passagers et de marchandises, ainsi que diverses activités connexes au transport.

Le solde structurellement déficitaire s'est aggravé de 138,2% en s'établissant à -49.716 millions en 2012 contre -20.875 millions en 2011 en liaison notamment avec la hausse de 35,4% du solde du fret maritime suite à l'accroissement des importations de marchandises.

**Tableau 35 - Evolution du solde des transports (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
<b>Transports</b>	<b>-64 472</b>	<b>-67 216</b>	<b>-57 354</b>	<b>-20 875</b>	<b>-49 716</b>	<b>138,2%</b>
- Passagers	-20 165	-19 746	-2 065	41 095	42 494	3,4%
- Fret	-71 672	-72 732	-77 458	-89 354	-127 611	42,8%
- Fret maritime	-78 794	-79 266	-89 303	-106 331	-143 981	35,4%
- Fret aérien	4 622	3 984	9 710	21 511	13 882	-35,5%
- Autres	2 500	2 550	2 135	-4 534	2 488	-154,9%
- Autres transports	27 365	25 262	22 169	27 384	35 401	29,3%

Source : BCEAO.

Les voyages (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) ont enregistré en 2012 un excédent de 39.668 millions, en hausse de 108,6% par rapport aux 19.012 millions de 2011. Cette évolution est imputable aussi bien à la progression du solde des dépenses nettes effectuées à titre personnel (+150,6%) qu'à titre professionnel (+88,2%). En effet, les recettes provenant des voyages à titre personnel ont plus que doublé en passant de 11.373 millions en 2011 à 28.908 millions en 2012 en liaison la mobilisation effectuée au niveau du Ministère du Tourisme.

**Tableau 36 - Evolution du solde des voyages (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
<b>Voyages</b>	<b>9 183</b>	<b>10 094</b>	<b>9 697</b>	<b>19 012</b>	<b>39 668</b>	<b>108,6%</b>
à titre professionnel	615	846	559	12 772	24 033	88,2%
à titre personnel	8 568	9 248	9 138	6 240	15 635	150,6%
- Santé	0	-97	-57	-63	-32	-50,0%
- Education	410	-75	-255	725	668	-7,9%
- Autres	8 158	9 420	9 450	5 578	14 999	168,9%

Source : BCEAO.

Les autres services (services de bâtiments et travaux publics, services d'assurances, services financiers et divers services aux administrations publiques et aux entreprises) se sont soldés en 2012 par un excédent de 18.048 millions, soit un repli de 2,3% par rapport à l'excédent de 18.480 millions de 2011, suite aux évolutions conjuguées des soldes suivants :

- les autres services fournis aux entreprises (-6,5%), notamment dans le domaine du commerce international ;
- les services de télécommunications, informatique et information (-85,4%) ;
- les services d'assurance (+3,1%)
- les services fournis ou reçus par les administrations publiques (+33,6%) ;
- les services financiers (+38,0%).

**Tableau 37 - Evolution du solde des autres services (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
<b>Autres services</b>	<b>21 218</b>	<b>18 796</b>	<b>6 182</b>	<b>18 480</b>	<b>18 048</b>	<b>-2,3%</b>
Services de BTP	1 187	-3 492	-2 257	-3 579	-3 656	2,1%
Services d'assurance	-15 033	-15 013	-18 890	-20 301	-20 939	3,1%
Services financiers	4 214	5 089	3 872	6 316	8 715	38,0%
Services de télécommunications, informatique et information	11 713	14 080	13 335	8 944	1 307	-85,4%
Services fournis ou reçus par les APU	12 681	13 320	11 102	18 145	24 245	33,6%
Autres services aux entreprises	6 456	4 812	-980	8 956	8 377	-6,5%

Source : BCEAO.

### 1.2.1 - Exportations de services

Les exportations de services ont régressé de 2,7% en passant de 240.063 millions en 2011 à 233.665 millions en 2012 en liaison avec la baisse :

- du transport des passagers (-6,8%) comme des marchandises (-41,4%) en rapport avec le démarrage des travaux de rénovation et d'extension de l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadéma (AIGE) ainsi que ceux du Port Autonome de Lomé ;
- des autres services (-12,8%) en particulier les services de construction, d'assurance, de télécommunications, d'information et d'information.

**Tableau 38 - Evolution des exportations de services (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Transports	48 810	42 891	64 638	112 281	105 682	-5,9%
- Passagers	1 987	2 487	19 146	52 220	48 681	-6,8%
- Fret	18 263	13 557	15 425	28 097	16 467	-41,4%
- Autres transports	28 560	26 847	30 067	31 964	40 534	26,8%
Voyages	17 701	32 261	32 453	46 123	56 790	23,1%
- à titre professionnel	6 529	13 422	15 523	34 750	28 107	-19,1%
- à titre personnel	11 172	18 839	16 930	11 373	28 683	152,2%
Autres services	60 258	63 459	61 509	81 658	71 193	-12,8%
<b>Exportations de services</b>	<b>126 769</b>	<b>138 611</b>	<b>158 600</b>	<b>240 063</b>	<b>233 665</b>	<b>-2,7%</b>

Source : BCEAO.

### 1.2.2 - Importations de services

En 2012, les importations de services ont progressé de 1,0% en passant de 223.446 millions en 2011 à 225.665 millions une année plus tard.

Les transports constituent le principal poste des services importés, notamment avec le fret.

En 2012, le montant du fret payé aux non-résidents s'est établi à 144.078 millions, en progression de 22,7% par rapport à 2011 en liaison avec la hausse des importations. Cette hausse a été atténuée par le repli de 44,4% des transports de passagers du fait d'une part des travaux en cours au niveau de l'AIGE et d'autre part de la disponibilité de ces services au plan national. Les autres services de transports ont affiché une augmentation de 4,4% en passant de 4.490 millions en 2011 à 4.686 millions un an plus tard.

Les importations de services de voyages se sont situées à 17.122 millions en diminution de 36,8% par rapport aux 27.112 millions de 2011, liée essentiellement à la baisse des missions et voyages d'affaires à l'étranger.

Les importations des autres services régressent de 15,9% en passant de 63.178 millions en 2011 à 53.145 millions une année plus tard avec les services d'assurance payés sur les marchandises importées.

**Tableau 39 - Evolution des importations de services (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Transports	113 282	110 107	121 992	133 156	155 398	16,7%
- Passagers	22 152	22 233	21 211	11 125	6 187	-44,4%
- Fret	89 935	86 289	92 883	117 451	144 078	22,7%
- Autres transports	1 195	1 585	7 898	4 490	4 686	4,4%
Voyages	8 518	22 167	22 756	27 112	17 122	-36,8%
- à titre professionnel	5 914	12 576	14 964	21 978	4 074	-81,5%
- à titre personnel	2 604	9 591	7 792	5 134	13 048	154,2%
Autres services	39 040	44 663	55 327	63 178	53 145	-15,9%
<b>Importations de services</b>	<b>160 840</b>	<b>176 937</b>	<b>200 075</b>	<b>223 446</b>	<b>225 665</b>	<b>1,0%</b>

Source : BCEAO.

### 1.3 - Compte des revenus primaires

Le compte des revenus primaires est constitué de la balance de la rémunération des salariés et de celle des revenus des investissements.

En 2012, il est ressorti excédentaire de 3.051 millions contre 110.202 millions en 2011, soit une contraction de 96,4%. Cette situation est en rapport avec la baisse des soldes des revenus des investissements et des autres revenus primaires respectivement de 112,4% et 59,9%.

**Tableau 40 - Evolution des revenus primaires (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Rémunération des salariés	15 257	15 409	13 238	9 702	11 166	15,1%
Revenus des investissements	-22 007	-24 400	-24 862	92 274	-11 415	-112,4%
Autres revenus primaires	0	0	0	8 225	3 300	-59,9%
<b>Revenus primaires</b>	<b>-6 750</b>	<b>-8 991</b>	<b>-11 624</b>	<b>110 202</b>	<b>3 051</b>	<b>-97,2%</b>

Source : BCEAO.

Les rémunérations des salariés sont essentiellement constituées des salaires, traitements et autres prestations payés, d'une part, au personnel résident des représentations diplomatiques et des organismes internationaux, et d'autre part, aux agents non-résidents par les entités résidentes.

Les entrées nettes au titre de ces revenus sont évaluées à 11.166 millions en 2012, en hausse de 15,1% par rapport aux 9.702 millions enregistrés en 2011. Cette évolution est en liaison avec la hausse des paiements effectués par les organismes internationaux aux résidents dans le cadre des prestations effectuées.

Les revenus des investissements représentent les produits que les non-résidents tirent de leurs avoirs financiers placés dans l'économie nationale et les revenus que procurent les avoirs financiers placés à l'étranger par les résidents.

En 2012, ces opérations se sont soldées par un déficit de 11.415 millions contre un excédent de 92.274 millions en 2011, en liaison principalement avec les paiements d'intérêts effectués par une holding au Togo à des investisseurs directs étrangers dans la zone euro.

Les revenus des investissements de portefeuille se sont situés à 7.407 millions contre 7.044 millions en 2011 en progression de 5,2%.

Le solde des revenus des autres investissements a augmenté de 130,3% en rapport avec en rapport avec les paiements reçus par certains établissements de crédit et de microfinance.

**Tableau 41 - Evolution des revenus des investissements (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Revenus des investissements directs	-18 675	-19 073	-16 723	81 576	-27 238	-133,4%
Revenus des investissements de portefeuille	-3 542	-3 192	-1 142	7 044	7 407	5,2%
Revenus des autres investissements	210	-2 135	-6 997	3 655	8 416	130,3%
<b>Revenus des investissements</b>	<b>-22 007</b>	<b>-24 400</b>	<b>-24 862</b>	<b>92 274</b>	<b>-11 415</b>	<b>-112,4%</b>

Source : BCEAO.

Les autres revenus primaires sont constitués des loyers, des impôts sur la production et les importations ainsi que des subventions.

Les entrées nettes des autres revenus primaires se situent à 3.300 millions en 2012 contre 8.225 millions en 2011, en liaison avec la baisse des paiements effectués par les non-résidents au titre des droits et taxes portuaires.

#### 1.4 - Compte des revenus secondaires

Le compte des revenus secondaires se répartit en deux grandes catégories : les administrations publiques et les autres secteurs.

Le solde créditeur du compte des revenus secondaires s'est établi en 2012 à 123.643 millions, en régression de 3,1% par rapport aux 127.657 millions enregistrés en 2011 du fait d'une baisse du solde des revenus des autres secteurs atténuée par la hausse de celui des administrations publiques.

**Tableau 42 - Evolution des revenus secondaires (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Administrations Publiques	22 581	38 335	49 805	41 088	42 640	3,8%
<i>dont Coopération internationale courante</i>	22 581	38 335	49 805	41 088	42 640	3,8%
Autres secteurs	122 437	120 168	126 384	86 569	81 003	-6,4%
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	109 874	108 543	122 373	61 973	86 601	39,7%
<i>Autres transferts courants</i>	12 563	11 625	4 011	24 596	-5 598	-122,8%
<b>Revenu secondaire</b>	<b>145 018</b>	<b>158 503</b>	<b>176 189</b>	<b>127 657</b>	<b>123 643</b>	<b>-3,1%</b>

Source : BCEAO.

---

Les revenus secondaires des administrations publiques recouvrent notamment les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., les cotisations sociales, les prestations sociales, la coopération internationale courante et les transferts courants divers des administrations publiques.

Ces transferts ont progressé de 3,8% en passant de 41.088 millions en 2011 à 42.640 millions en 2012. Ils comportent les dons mobilisés au titre de l'aide publique au développement notamment les appuis budgétaires et les divers dons en nature et en espèces pour des besoins courants.

Pour les autres secteurs<sup>15</sup>, ils sont constitués, outre les transferts entre particuliers ou entre institutions ne relevant pas d'une administration publique, des envois de fonds des travailleurs migrants.

Ces opérations ont régressé de 6,4% en s'établissant à 81.003 millions en 2012 contre 86.569 millions en 2011 du fait des transferts courants émis, autre que ceux des envois de fonds des travailleurs migrants, plus important que ceux reçus. En effet, les autres transferts courants émis s'élèvent à 22.080 millions contre 16.483 millions reçus. Les envois de fonds des travailleurs migrants est ressorti excédentaire de 86.601 millions en 2012, en hausse de 39,7% par rapport aux 61.973 millions en 2011.

## **II - COMPTE DE CAPITAL**

Le compte de capital dégage un solde excédentaire de 146.151 millions contre 130.461 millions l'année précédente. Cette évolution de 12,0% est en liaison avec la mobilisation conséquente des ressources extérieures, enregistrée au cours de l'année.

### **2.1 - Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits**

Cette rubrique retrace deux types de transactions : l'acquisition ou la cession d'actifs non financiers incorporels (brevets, droits d'auteurs, marques, etc.) et l'acquisition de terrains par les administrations publiques ou par des organisations internationales.

Au titre de ces transactions, l'année 2012 a enregistré une acquisition de terrains d'une valeur 1.340 millions par des sociétés résidentes.

### **2.2 - Transferts de capital**

Les transferts de capital sont constitués essentiellement des remises de dette et des dons destinés au financement des investissements.

En 2012, ils ont crû de 12,8% pour s'établir à 147.491 millions contre 130.752 millions l'année précédente.

Les transferts en capital reçus par l'Administration publique sont évalués à 63.066 millions contre 48.148 millions en 2011, portant sur les dons en espèces et en nature mobilisés notamment dans le cadre :

- des domaines prioritaires de développement (formation professionnelle et emploi des jeunes, bonne gouvernance et décentralisation, développement rural et agriculture) ;

---

<sup>15</sup> En 2010, la BCEAO a réalisé une enquête sur les transferts des migrants qui font apparaître que les envois de fonds bruts sont répartis entre ceux destinés à des investissements et ceux affectés aux autres besoins, notamment la consommation courante, la santé, l'éducation, les événements familiaux ou religieux, etc.

La première catégorie est affectée aux transferts de capital tandis que la seconde reste sous la rubrique transferts courants.

Suivant les résultats de cette enquête, 35,8% des envois de fonds des migrants financent les investissements immobiliers et 8,6%, les autres investissements.

- de la construction d'ouvrages d'art et le bitumage de routes au niveau du Projet d'Aménagement Urbain au Togo (PAUT) ;
- du nouveau Projet de Développement Communautaire (PDC plus) pour la réalisation de près de 450 nouveaux micro-projets sur toute l'étendue du territoire, en particulier la construction des bâtiments scolaires, des unités de soins périphériques, des hangars de marchés, des pistes rurales, des forages et des ouvrages d'assainissement ;
- du Projet d'Appui à la Société Civile et à la Réconciliation Nationale (PASCRENA) ;
- du financement du « Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) » pour l'Appui de la Gouvernance et la Réforme de l'Enseignement Supérieur au Togo (AGREST).

Quant aux dons en espèces et en nature mobilisés par le secteur privé (ONG nationales et missions religieuses), ils s'établissent à 84.425 millions contre 82.604 millions en 2011 suite à la hausse des dons en nature destinés aux ONG nationales et à la comptabilisation sous cette rubrique des envois de fonds des travailleurs migrants destinés aux investissements, estimés à 84.057 millions. Les dons en nature destinés aux ONG nationales sont essentiellement composés de financements obtenus auprès des partenaires dans le cadre de projets sociaux tels que la construction de bâtiments scolaires et de ponts, la confection des bancs scolaires, la mise en place d'un Fonds Social de Développement au profit de la société civile, etc.

**Tableau 43 - Evolution du compte de capital (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	0	-291	-1 340	360,5%
Transferts de capital	293 664	63 821	687 480	130 752	147 491	12,8%
Administration publique	275 459	48 745	678 916	48 148	63 066	31,0%
dont Remises de dette	245 230	0	642 456	0	0	-
Autres secteurs	18 205	15 076	8 564	82 604	84 425	2,2%
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>293 664</b>	<b>63 821</b>	<b>687 480</b>	<b>130 461</b>	<b>146 151</b>	<b>12,0%</b>

Source : BCEAO.

### III - COMPTE FINANCIER

Le compte financier, qui englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, s'est soldé, au terme de l'année 2012, par un actif net de 16.207 millions contre un passif net de 47.263 millions en 2011.

Cette évolution est essentiellement liée à celle des autres investissements.

**Tableau 44 - Evolution du solde du compte financier (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Investissements directs	-17 832	-5 248	-24 091	252 994	152 552	-39,7%
Investissements de portefeuille	-11 821	16 448	3 849	17 165	-115	-100,7%
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	-46	0	0	0	-
Autres investissements	195 648	-33 196	577 702	-317 422	-136 230	-57,1%
<b>Solde du compte financier</b>	<b>165 995</b>	<b>-22 042</b>	<b>557 460</b>	<b>-47 263</b>	<b>16 207</b>	<b>-134,3%</b>

Source : BCEAO.

---

### **3.1 - Investissements directs étrangers**

Les investissements directs étrangers se décomposent en libération de capital social, bénéfiques réinvestis et autres transactions financières (créances ou engagements envers les investisseurs directs).

En 2012, les opérations financières au titre des investissements directs se sont traduites par une entrée nette de 152.552 millions contre 252.994 millions l'année précédente. Cette évolution est le reflet d'un accroissement des prises de participation essentiellement au niveau des holdings financiers générant des flux nets d'investissements directs de 147.435 millions en 2012 contre 470.041 millions en 2011.

### **3.2 - Investissements de portefeuille**

Les investissements de portefeuille sont des investissements internationaux autres que les investissements directs, effectués sous forme de titres de participation et de titres de créance.

En 2012, ces investissements ont enregistré une diminution nette de 17.280 millions en passant de 17.165 millions en 2011 à -115 millions une année plus tard. Cette évolution est due à l'effet conjugué :

- des souscriptions des banques résidentes et les remboursements effectués relativement aux obligations et bons du Trésor émis par les non-résidents notamment sur le marché des titres publics de l'UEMOA ;
- des souscriptions des non-résidents et des remboursements réalisés relativement aux bons et obligations émis sur le même marché par le Trésor togolais.

### **3.3 – Dérivés financiers**

Les dérivés financiers sont des instruments financiers liés à un autre instrument financier, un indicateur ou un produit spécifique. Ils sont utilisés pour la gestion des risques, la couverture, l'arbitrage entre marchés ou la spéculation. Il existe deux catégories de produits financiers dérivés : les options et les contrats à terme.

Au cours de l'année 2012, aucune transaction relative aux dérivés financiers n'a été recensée.

### **3.4 - Autres investissements**

Cette catégorie comprend des opérations financières telles que les crédits commerciaux, la détention de monnaie fiduciaire et les dépôts, les prêts, les autres comptes à recevoir/à payer et particulièrement les opérations relatives à l'endettement public extérieur : les tirages, les amortissements, les arriérés de paiement extérieurs, les remises ou annulations de dette et les rééchelonnements.

Le solde du compte des autres investissements est ressorti avec un désendettement net de 181.192 millions, en passant d'un passif net de -317.422 millions en 2011 à passif net de 136.230 millions en 2012. Cette évolution est la résultante des opérations ci-après :

- une baisse nette de 39.876 millions des dépôts détenus à l'extérieur ;
- un accroissement net de 8.790 millions des prêts contractés à l'extérieur ;
- un niveau net de 94.299 millions de crédits commerciaux contractés, notamment dans le cadre du financement des opérations commerciales avec les non-résidents, en particulier dans les secteurs manufacturier et commercial ;

- une réduction de 6.540 millions des engagements sur les opérations en attente de règlement par les non-résidents.

**Tableau 45 - Évolution des autres investissements (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Autres titres de participation	0	0	0	0	0	-
Monnaie fiduciaire et dépôts	-29 079	18 661	-18 321	52 597	-39 876	-175,8%
Prêts	-244 472	56 953	-610 636	-12 938	-8 790	-32,1%
Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0	0	0	482	195	-59,5%
Crédits commerciaux et avances	9 211	66 224	-66	-217 302	-94 299	-56,6%
Autres comptes à recevoir/ à payer	7 790	7 780	479	-140 261	6 540	-104,7%
<b>Total</b>	<b>-256 550</b>	<b>149 618</b>	<b>-628 544</b>	<b>-317 422</b>	<b>-136 230</b>	<b>-57,1%</b>

Source : BCEAO.

### **Encadré 3 : Dynamisme des groupes bancaires au Togo**

Dans un contexte de réformes internationales en matière de réglementation en vue de renforcer la surveillance financière, les grands groupes bancaires africains, à la faveur d'une meilleure capitalisation, étendent leurs toiles sur tout le continent et en particulier au Togo.

Le dynamisme du secteur bancaire observé au plan national, depuis quelques années, est imputable, en partie, à leur présence.

Avec douze (12) banques, deux (2) établissements financiers, la composition du secteur bancaire togolais n'a pas changé de 2011 à 2012. Cet environnement est caractérisé par une structure oligopolistique avec quatre (4) plus grandes banques représentant au moins 60% des parts de marché en termes de total du bilan. Leur apparition a exacerbé la concurrence.

Conscient de l'importance de ce secteur dans l'économie, les Autorités nationales se sont engagées dans un programme de réformes suite à une revue du secteur financier conduite par la Banque mondiale.

Par ailleurs, avec l'appui du Projet Secteur Financier et Gouvernance (PSFG), trois (3) banques ont été recapitalisées à un coût pour l'Etat de 88,1 milliards de FCFA et le processus de privatisation de quatre (4) banques a été lancé. Cette restructuration par l'Etat des créances en souffrance, a amélioré considérablement la situation financière du système bancaire au Togo et permis de redynamiser l'offre de services des banques.

L'expansion des groupes bancaires d'origine africaine constitue une importante opportunité d'élargissement des sources de mobilisation des ressources nécessaires au financement des investissements et de diversification des risques géographiques. Toutefois, l'internationalisation croissante des activités bancaires de ces groupes pose de nouveaux défis aux Autorités monétaires et de contrôle en termes de régulation et de supervision des entités bancaires transfrontalières.

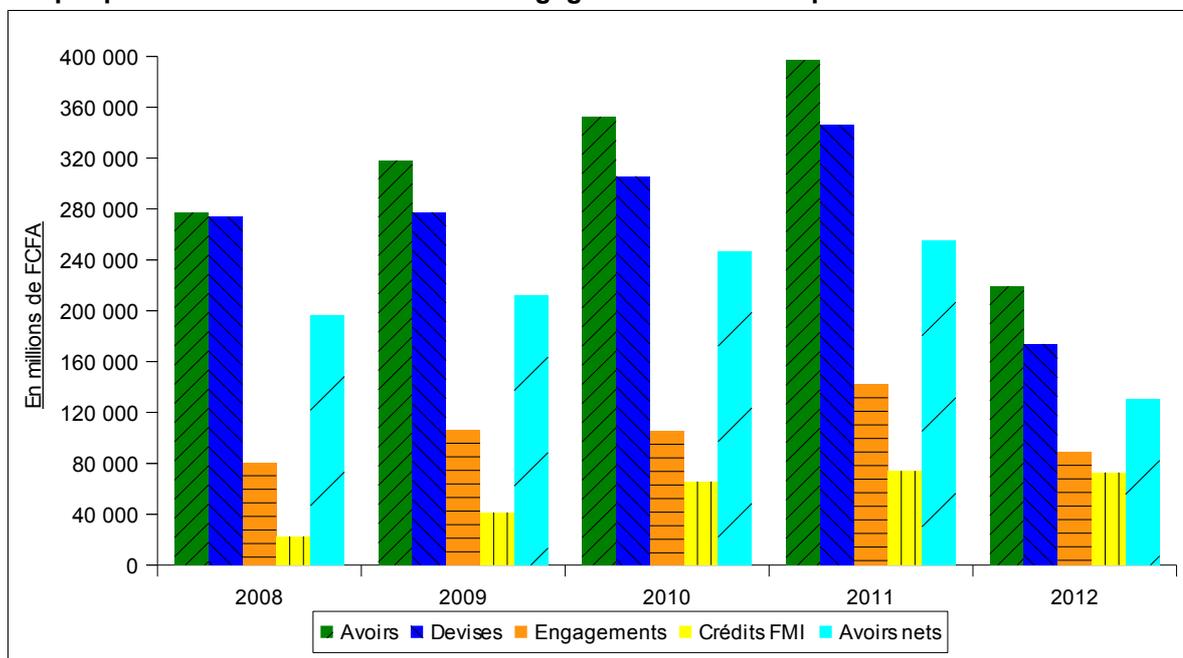
## IV - CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2012, les transactions extérieures se sont soldées par une baisse des avoirs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires de 20.971 millions, sous l'effet conjugué du repli de 124.617 millions des AEN de la Banque Centrale et de l'accroissement de 103.646 millions de ceux des banques de dépôts. Les ajustements (notamment la contrepartie de réévaluation des engagements envers le FMI), d'un montant de 3.646 millions, ont porté la diminution des avoirs extérieurs globaux à 17.325 millions, correspondant au solde global de la balance des paiements en 2012.

### 4.1 - Avoirs et engagements de la Banque centrale

La position extérieure créditrice de la Banque Centrale s'est détériorée en 2012 de 124.617 millions, en liaison avec un repli de 177.899 millions des avoirs, atténuée par une régression de 53.282 millions des engagements.

**Graphique 11 - Évolution des avoirs et engagements de la Banque centrale**



Source : BCEAO.

Les avoirs extérieurs officiels ont diminué de 177.899 millions, en passant de 397.120 millions en 2012 à 219.221 millions une année plus tard, en rapport principalement avec le repli 173.049 millions de la position créditrice en disponibilités extérieures.

Les engagements extérieurs ont également enregistré une baisse de 53.282 millions, en passant de 142.143 millions en 2012 à 88.861 millions en 2013, sous l'effet essentiellement de la diminution des dépôts des banques et institutions non-résidentes.

Globalement, les avoirs extérieurs nets de la BCEAO se sont chiffrés à 130.360 millions en 2012 contre 254.977 millions une année plus tôt, en baisse de 124.617 millions.

**Tableau 46 - Évolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
<b>AVOIRS</b>	<b>277 195</b>	<b>318 236</b>	<b>352 438</b>	<b>397 120</b>	<b>219 221</b>	<b>-177 899</b>
Position de réserve	3 205	-1 684	1 495	4 929	0	-4 929
DTS détenus	60	42 275	45 144	46 153	45 336	-817
Avoirs en monnaies étrangères	3 655	351	4 753	430	1 326	896
Position créditrice en disponibilités extérieures	270 276	277 294	301 046	345 608	172 559	-173 049
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>80 728</b>	<b>106 310</b>	<b>105 486</b>	<b>142 143</b>	<b>88 861</b>	<b>-53 282</b>
Recours au crédit du FMI	22 676	41 409	65 763	74 136	72 843	-1 294
Banques et Institutions non-résidentes	58 111	64 935	39 758	67 561	16 053	-51 508
Autres engagements	-59	-34	-35	446	-35	-480
<b>AVOIRS NETS</b>	<b>196 468</b>	<b>211 926</b>	<b>246 952</b>	<b>254 977</b>	<b>130 360</b>	<b>-124 617</b>

Source : BCEAO.

#### 4.2 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

En 2012, la position extérieure nette des banques s'est située à 210.856 millions, en progression de 103.646 millions par rapport aux 107.210 millions atteints en 2011. Cette évolution résulte d'une hausse de 129.384 millions des avoirs, atténuée par celle de 25.738 millions des engagements.

Les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 351.827 millions en 2012, en hausse de 129.384 millions par rapport à l'encours de 222.443 millions de l'année précédente, en liaison notamment avec l'évolution des avoirs auprès des banques et correspondants étrangers (+78.238 millions) ainsi que des autres comptes<sup>16</sup> (+50.022 millions).

L'augmentation des engagements des banques locales vis-à-vis de leurs correspondants étrangers a entraîné une hausse de 25.738 millions du stock des engagements extérieurs bruts qui s'établit à 140.971 millions en 2012 contre 115.233 millions un an plus tôt.

**Tableau 47 - Évolution des avoirs et engagements des banques de dépôts (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
<b>AVOIRS (sans effets à l'encaissement)</b>	<b>110 461</b>	<b>134 700</b>	<b>165 351</b>	<b>222 443</b>	<b>351 827</b>	<b>129 384</b>
Banques et Correspondants	60 849	71 384	81 310	90 521	168 759	78 238
Monnaies Etrangères	1 401	2 031	2 893	794	1 918	1 124
Autres Comptes	48 211	61 285	81 148	131 128	181 150	50 022
<i>Effets à l'encaissement (PM)</i>	<i>2 738</i>	<i>3 472</i>	<i>4 410</i>	<i>4 054</i>	<i>5 146</i>	<i>1 092</i>
<b>ENGAGEMENTS (hors compte exigible après encaissement)</b>	<b>53 057</b>	<b>45 460</b>	<b>75 813</b>	<b>115 233</b>	<b>140 971</b>	<b>25 738</b>
Banques et Correspondants	15 810	11 126	20 385	37 617	60 053	22 436
Autres Institutions Financières	421	3 202	15 135	22 056	30 848	8 792
Gouvernements et Institutions non Financières	2 957	1 957	1 978	4 536	4 451	-85
Autres Comptes	30 019	25 962	31 814	47 323	43 068	-4 255
Engagements à moyen et long terme	3 850	3 213	6 501	3 701	2 551	-1 150
<i>Comptes exigibles après encaissement (PM)</i>	<i>10 128</i>	<i>13 217</i>	<i>27 940</i>	<i>20 387</i>	<i>18 789</i>	<i>-1 598</i>
<b>AVOIRS NETS</b>	<b>57 404</b>	<b>89 240</b>	<b>89 538</b>	<b>107 210</b>	<b>210 856</b>	<b>103 646</b>

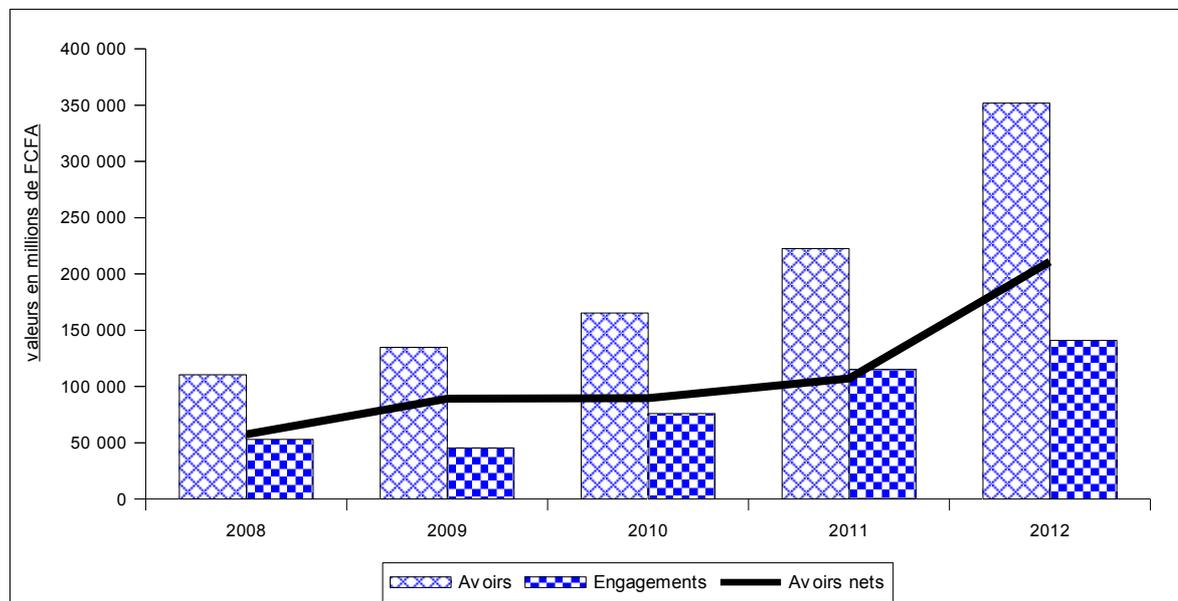
Source : BCEAO.

<sup>16</sup> Les autres comptes sont composés des créances des banques sur les non-résidents, notamment les souscriptions aux bons et obligations émis par les autres États ainsi que les crédits octroyés aux non-résidents.

### 4.3 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

Les variations des positions créditrices de la Banque Centrale (-124.617 millions) et des banques de dépôts (+103.646 millions) ont conduit à une détérioration de 20.971 millions des avoirs extérieurs nets globaux en 2012.

Graphique 12 - Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts



Source : BCEAO.

En tenant compte de la contrepartie de réévaluation des engagements envers le FMI pour 3.646 millions, la baisse des avoirs extérieurs nets totaux, correspondant au solde global de la balance des paiements au titre de l'année 2012 s'élève à 17.325 millions.

Tableau 48 - Évolution des avoirs et engagements de la banque centrale et des autres institutions de dépôts (en millions)

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
Avoirs extérieurs nets des banques de dépôts	57 404	89 240	89 538	107 210	210 856	96,7%
Variation des AEN du secteur bancaire (1)	10 111	31 836	298	17 672	103 646	486,5%
Avoirs extérieurs nets de la banque centrale	196 468	211 926	246 952	254 977	130 360	-48,9%
Variation des AEN de la Banque Centrale (2)	26 262	15 458	35 026	8 025	-124 617	-1 652,9%
<b>Avoirs extérieurs nets totaux</b>	<b>253 872</b>	<b>301 166</b>	<b>336 490</b>	<b>362 187</b>	<b>341 216</b>	<b>-5,8%</b>
Variation des AEN totaux (1)+ (2)	36 373	47 294	35 324	25 697	-20 971	-181,6%
Nouvelles allocations de DTS	-	-42 236	-	-	-	-
Contrepartie de réévaluation (3)	584	-14	1 178	7 719	3 646	-52,8%
<b>SOLDE GLOBAL (1)+(2)+(3)</b>	<b>36 957</b>	<b>47 280</b>	<b>36 502</b>	<b>33 416</b>	<b>-17 325</b>	<b>-151,8%</b>

Source : BCEAO.

#### 4.4 - Avoirs de réserve

Il s'agit des avoirs financiers dont disposent et que contrôlent les Autorités monétaires, notamment pour financer ou ajuster les déséquilibres des paiements. Ils comprennent l'or monétaire, les Droits de Tirage Spéciaux (DTS), la position de réserve au FMI, les avoirs en devises et d'autres créances.

En 2012, les flux des avoirs de réserve ont fléchi de 220.618 millions en s'établissant à -177.094 millions contre 43.524 millions en 2011, en liaison principalement avec la forte baisse des autres avoirs de réserve notamment en monnaie fiduciaire et dépôts (-212.392 millions) et de la position de réserve au FMI (-8.251 millions). En effet, la position créditrice en disponibilités extérieures a régressé de 173.049 millions.

**Tableau 49 - Avoirs de réserve (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var Abs. 12/11
Or monétaire	0	0	0	0	0	0
Droits de tirage spéciaux	11	699	88	-37	-11	26
Position de réserve au FMI	5 179	-4 918	3 087	3 322	-4 929	-8 251
Autres avoirs de réserve	79 004	3 714	28 154	40 239	-172 153	-212 392
<i>Monnaie fiduciaire et dépôts</i>	<i>79 004</i>	<i>3 714</i>	<i>28 154</i>	<i>40 239</i>	<i>-172 153</i>	<i>-212 392</i>
<i>Titres</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Dérivés financiers</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Autres créances</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>84 194</b>	<b>-505</b>	<b>31 329</b>	<b>43 524</b>	<b>-177 094</b>	<b>-220 618</b>

Source : BCEAO.

## V - POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE

### 5.1 - Évolution de la position extérieure globale nette

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace le stock des avoirs et des engagements financiers vis-à-vis de l'extérieur. Outre les transactions liées aux diverses composantes du compte des opérations financières (investissements directs, investissements de portefeuille, autres investissements et avoirs de réserve), la PEG rend compte des variations de prix et des taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin d'une période comptable. Elle indique également les ajustements de régularisation notamment la démonétisation de l'or et les reclassements des catégories d'investissement.

Au 31 décembre 2012, la PEG du Togo ressort créditrice de 621.014 millions contre 663.550 millions en 2011<sup>17</sup>, en diminution de 42.536 millions suite à une progression des engagements (+10,4%) plus prononcée que celle des avoirs (+4,7%).

Le stock des avoirs s'établit à 2.072.221 millions en 2012 contre 1.978.470 millions en 2011, en augmentation de 93.751 millions notamment sous l'effet de :

- la hausse de 207.797 millions des investissements directs impulsée principalement par des prises de participation d'un groupe bancaire résident vis-à-vis de ses filiales ;
- l'accroissement de 3.780 millions des investissements de portefeuille en liaison avec les souscriptions d'un groupe bancaire résident aux obligations et bons de Trésor émis sur le marché des titres publics de l'UEMOA ;

<sup>17</sup> Les données ont été actualisées suite aux informations recueillies lors de l'enquête sur l'élaboration de la balance des paiements 2012.

- la progression de 45.057 millions des avoirs des banques détenus auprès de leurs correspondants à l'étranger ;
- une baisse de 177.899 millions des avoirs de réserve, en particulier le repli de 173.049 millions de la position créditrice en disponibilités extérieures.

S'agissant des engagements, leur encours progresse de 136.287 millions en passant de 1.314.920 millions en 2011 à 1.451.207 millions en 2012. Cette évolution est essentiellement induite par :

- l'augmentation de 20.824 millions des investissements directs dans l'économie en liaison avec la hausse de 14.450 millions observée au niveau d'un groupe bancaire résident vis-à-vis de deux (2) de ses filiales au Ghana et en Afrique du Sud ;
- la progression de 108.023 millions des crédits commerciaux en rapport avec les engagements contractuels pris par les unités manufacturières et commerciales dans le cadre leurs activités.

**Tableau 50 - Position extérieure globale (en millions)**

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012	Var Abs. 12/11
<b>AVOIRS</b>	<b>648 512</b>	<b>788 639</b>	<b>1 265 931</b>	<b>1 978 470</b>	<b>2 072 221</b>	<b>93 751</b>
Investissements directs à l'étranger	60 608	75 228	538 891	1 128 186	1 335 983	207 797
Investissements de portefeuille	60 051	60 958	56 290	161 630	165 410	3 780
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0
Autres investissements	250 657	334 178	318 312	291 534	351 607	60 073
dont Crédits commerciaux	23 997	59 901	11 160	6 130	11 327	5 197
Prêts	24 865	36 714	71 088	81 746	90 991	9 245
Monnaie fiduciaire et dépôts	196 562	228 678	235 527	203 366	248 424	45 057
Autres avoirs	5 233	8 885	537	291	866	575
Avoirs de réserve	277 196	318 275	352 438	397 120	219 221	-177 899
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>1 450 875</b>	<b>1 611 642</b>	<b>611 769</b>	<b>1 314 920</b>	<b>1 451 207</b>	<b>136 287</b>
Investissements directs dans l'économie	247 126	266 994	137 277	429 695	450 519	20 824
Investissements de portefeuille	69 619	59 169	19	259	267	8
Dérivés financiers	0	0	16 829	20	9	-11
Autres investissements	1 134 130	1 285 479	457 644	884 946	1 000 412	115 466
dont Crédits commerciaux	176 370	206 690	53 912	84 361	192 384	108 023
Prêts	832 833	949 962	222 486	401 458	461 752	60 294
<i>dont dette publique extérieure</i>	<i>657 357</i>	<i>689 569</i>	<i>32 095</i>	<i>284 771</i>	<i>327 827</i>	<i>43 056</i>
Monnaie fiduciaire et dépôts	33 569	25 418	81 051	132 644	141 431	8 787
Autres engagements	91 358	103 409	100 195	266 483	204 845	-61 638
<b>POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE</b>	<b>-802 363</b>	<b>-823 003</b>	<b>654 162</b>	<b>663 550</b>	<b>621 014</b>	<b>-42 536</b>

Source : BCEAO.

## 5.2 - Structure géographique de la position extérieure globale

La PEG nette vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA dégage en 2012, un déficit de 38.389 millions du stock net d'actifs financiers. Les actifs financiers se sont établis à 274.246 millions, principalement sous l'effet des investissements directs portés par les bénéficiaires réinvestis, des investissements de portefeuille en rapport les opérations d'émissions de titres publics dans la zone et des autres investissements tirés par les crédits commerciaux. Les avoirs de réserves se situent à -166.254 millions localisées spécifiquement au niveau des banques. Les passifs financiers sont évalués à 312.636 millions.

S'agissant de la zone euro, la PEG a affiché un passif financier net de -140.623 millions. Les avoirs financiers sur la zone euro se sont situés à 67467 millions. Le passif financier brut envers les pays de la zone euro est ressorti à 204.089 millions en liaison essentiellement par les investissements directs étrangers et les crédits commerciaux.

Concernant les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la zone euro, la PEG a enregistré un excédent de 800.026 millions. Le stock d'actifs s'est ainsi établi à 1.734.508 millions. Le passif financier s'est établi à 934.483 millions.

**Tableau 51 - Position extérieure globale par zone géographique (en millions)**

Poste		Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
<b>Stock d'actifs financiers</b>		<b>274 246</b>	<b>63 467</b>	<b>1 734 508</b>	<b>2 072 221</b>
1	Investissements directs	147 626	37 214	1 151 143	1 335 983
2	Investissements de portefeuille	133 117	985	31 308	165 410
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	159 757	25 268	166 582	351 607
5	Avoirs de réserves	-166 254	0	385 475	219 221
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	45 336	45 336
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	0	0
5.4	Autres avoirs de réserve	-166 254	0	340 139	173 885
<b>Stocks de passifs financiers</b>		<b>312 636</b>	<b>204 089</b>	<b>934 483</b>	<b>1 451 207</b>
1	Investissements directs	52 828	80 494	317 197	450 519
2	Investissements de portefeuille	20	90	157	267
3	Dérivés financiers	9	0	0	9
4	Autres investissements	259 779	123 505	617 129	1 000 412
<b>Position extérieure globale nette</b>		<b>-38 389</b>	<b>-140 623</b>	<b>800 026</b>	<b>621 014</b>

Source : BCEAO.

---

## CONCLUSION

Les comptes extérieurs du Togo sont marqués en 2012 par :

- une aggravation de 7.799 millions (+5,5%) du déficit courant ;
- une amélioration de 15.690 millions (+12,0%) de l'excédent du compte de capital ;
- une hausse du solde du compte financier de 63.470 millions (+134,3%).

Ainsi, la balance des paiements dégage en 2012 un solde déficitaire de 17.325 millions. Le solde des transactions courantes est ressorti déficitaire de 150.164 millions atténué par un excédent de 146.151 millions du compte de capital. Il s'en dégage un besoin de financement de 4.014 millions couvert en partie par le compte financier qui s'est soldé par un excédent de 16.207 millions.

Le déficit courant représente 7,5% du PIB en 2012 contre 8,0% en 2011. Hors dons publics, il se chiffre à 9,7% du PIB contre 10,3% en 2011. Cette dégradation est en liaison avec un accroissement de 20,6% des exportations, insuffisant pour couvrir les importations en quasi-stagnation de 0,3%.

A l'instar de la plupart des pays en développement, cette situation traduit la dépendance du Togo vis-à-vis de l'extérieur pour couvrir ses besoins intérieurs. Toutefois, il peut relever que la volonté de la communauté internationale à accompagner le Togo sur le sentier de la croissance, favorise la mise en place de nombreux chantiers tels que la reconstruction des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, la mise en état de fonctionnement de certains pans fondamentaux de l'appareil productif, les réformes administratives, la formation et la sensibilisation au suivi-évaluation des différents projets et programmes, la bonne gouvernance, etc. Leur réalisation effective contribuera à hisser le Togo sur le sentier de l'émergence.

Depuis l'atteinte du point d'achèvement en 2010, le Togo a maintenu sa position extérieure globale créditrice. En effet, en 2012, elle est ressortie à 621.014 millions contre 663.550 millions en 2011 et 654.162 millions en 2010. Cette évolution s'explique par un accroissement des créances plus prononcé que la hausse des engagements.

## APPENDICE

### Concordance des statistiques monétaires et de Balance des Paiements

Il existe souvent une différence entre les mouvements de capitaux monétaires déterminés en balance des paiements et la variation des avoirs extérieurs nets telle que présentée dans les publications de la BCEAO et du FMI. Cet écart provient du fait que certaines transactions sont éliminées ou au contraire recensées en balance des paiements alors qu'elles sont reprises ou omises en statistiques monétaires. C'est le cas notamment des valeurs à l'encaissement non disponibles ou exigibles après encaissement qui sont ignorées en balance des paiements mais prises en compte dans les statistiques monétaires. Le tableau ci-après fait la réconciliation entre les deux séries statistiques.

**Tableau 52 - Concordance des statistiques monétaires et de la balance des paiements  
(en millions)**

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/11
<b>I. Avoirs et engagements des banques</b>						
<b>AVOIRS</b>						
<b>Statistiques monétaires</b>	<b>113 199</b>	<b>138 172</b>	<b>169 761</b>	<b>226 497</b>	<b>356 973</b>	<b>130 476</b>
Valeur à l'encaissement	2 738	3 472	4 410	4 054	5 146	1 092
<b>Enregistrement en balance des paiements</b>	<b>110 461</b>	<b>134 700</b>	<b>165 351</b>	<b>222 443</b>	<b>351 827</b>	<b>129 384</b>
<b>ENGAGEMENTS</b>						
<b>Statistiques monétaires</b>	<b>63 185</b>	<b>58 677</b>	<b>103 753</b>	<b>135 620</b>	<b>159 760</b>	<b>24 140</b>
Comptes exigibles après encaissement	10 128	13 217	27 940	20 387	18 789	-1 598
<b>Enregistrement en balance des paiements</b>	<b>53 057</b>	<b>45 460</b>	<b>75 813</b>	<b>115 233</b>	<b>140 971</b>	<b>25 738</b>
<b>II. Avoirs et engagements de la BCEAO</b>						
<b>AVOIRS</b>						
<b>Statistiques monétaires</b>	<b>277 195</b>	<b>318 236</b>	<b>352 438</b>	<b>397 120</b>	<b>219 221</b>	<b>-177 899</b>
Allocation de DTS						
<b>Enregistrement en balance des paiements</b>	<b>277 195</b>	<b>318 236</b>	<b>352 438</b>	<b>397 120</b>	<b>219 221</b>	<b>-177 899</b>
<b>ENGAGEMENTS</b>						
<b>Statistiques monétaires</b>	<b>88 695</b>	<b>156 514</b>	<b>158 985</b>	<b>196 883</b>	<b>142 645</b>	<b>-54 238</b>
Allocation de DTS	7 968	50 204	53 500	54 740	53 784	-955
<b>Enregistrement en balance des paiements</b>	<b>80 728</b>	<b>106 310</b>	<b>105 486</b>	<b>142 143</b>	<b>88 861</b>	<b>-53 282</b>
<b>Avoirs extérieurs nets totaux (statistiques monétaires)</b>	<b>238 514</b>	<b>241 217</b>	<b>259 460</b>	<b>291 114</b>	<b>273 789</b>	<b>-17 325</b>
Banques	50 014	79 495	66 008	90 877	197 213	106 336
BCEAO	188 500	161 722	193 452	200 237	76 576	-123 661
<b>Avoirs extérieurs nets totaux ajustés</b>	<b>253 872</b>	<b>301 166</b>	<b>336 490</b>	<b>362 187</b>	<b>341 216</b>	<b>-20 971</b>
Banques	57 404	89 240	89 538	107 210	210 856	103 646
BCEAO	196 468	211 926	246 952	254 977	130 360	-124 617
<i>Contrepartie de réévaluation</i>						3 646
<b>Solde global de la balance des paiements</b>						<b>-17 325</b>

Source : BCEAO.

---

# ANNEXES

---

## **LISTE DES ANNEXES**

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements .....	54
Annexe 2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) .....	58
Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée).....	67
Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO) .....	68
Annexe 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions.....	69
Annexe 6 : Ventilation géographique des exportations de marchandises .....	71
Annexe 7 : Ventilation géographique des importations de marchandises .....	73
Annexe 8 : Position extérieure globale détaillée.....	75
Annexe 9 : Matrices sur les échanges intra-communautaires .....	81

## Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements

### 1. Généralités

Les comptes extérieurs des pays de l'UEMOA au titre de l'année 2011 (balance des paiements et position extérieure globale) sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis sur le territoire national et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents.

Conformément aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de l'Annexe III du Règlement N° R09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Dans ce cadre, elle collabore avec d'autres services administratifs ainsi que les opérateurs économiques pour une atteinte efficace des objectifs de sa mission.

### 2. Définitions

*La balance des paiements* est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

*La position extérieure*, quant à elle, est le relevé du stock des avoirs et engagements financiers extérieurs d'une économie à une date précise.

*Une transaction* se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre un résident et un non-résident) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

*Une unité institutionnelle* est résidente d'une économie lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel, pendant une période d'au moins une année, elle :

- exerce et à l'intention de continuer d'exercer,
- effectue et à l'intention de continuer d'effectuer des transactions,

Les unités institutionnelles résidentes sont les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les exceptions à cette définition de la notion de résidence concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants et les malades qui sont considérés comme résidents de leurs pays d'origine. En revanche, les fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

*Le territoire économique* d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par son Gouvernement (avec libre circulation des biens, des personnes et des capitaux), y compris l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves extra-territoriales dudit pays (à savoir les ambassades, les consulats, les bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur son territoire géographique national.

### 3. Champ d'application des données

Les comptes extérieurs retracent toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Ils couvrent tout le territoire national.

### 4. Conventions comptables

Les données des comptes extérieurs sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont évaluées à partir de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où ces encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

## **5. Nature des sources statistiques**

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents économiques interrogés par la BCEAO contient certaines entreprises, des structures administratives, des missions diplomatiques et consulaires, des organisations non gouvernementales, etc.

D'autres sources se réfèrent aux rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, BRI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas explicitement des questionnaires, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : BIDC, BOAD, ETI, Commission de l'UEMOA, etc.

## **6. Pratiques d'établissement des données**

### **6.1. Compte des opérations courantes**

#### ***Biens***

Les statistiques portant sur les marchandises générales sont issues des statistiques douanières. Elles sont validées par le Sous-Comité Balance des Paiements qui comprend, outre la BCEAO, la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN), la Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction du Commerce Extérieur et la Direction de l'Économie.

Ces chiffres provenant des structures douanières, validés, sont par la suite ajustés, aux fins de les adapter à l'optique de la balance des paiements. L'un des ajustements majeurs concerne le passage de la valorisation CAF à la valorisation FOB pour les importations.

#### ***Services***

Cette rubrique concerne essentiellement les *Transports*, les *Voyages* (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) et les *autres types de services* (construction, services d'assurance et pension, services financiers, services de télécommunication, d'informatique et d'information ainsi que services culturels et de loisirs).

### **Revenu primaire**

Le revenu primaire est la nouvelle appellation du compte des revenus dans la 5<sup>ème</sup> édition du manuel de la balance des paiements. Il porte sur les revenus des investissements ainsi que la rémunération des facteurs de production, notamment le loyer (revenu de la propriété) et le revenu du facteur travail (rémunération des salariés).

### **Revenu secondaire**

Le revenu secondaire (compte des transferts courants dans l'édition précédente) s'intéresse aux transferts courants entre résidents et non-résidents. Il inclut notamment le poste des envois de fonds des migrants.

### **6.2. Compte de capital**

Dans la 6<sup>ème</sup> édition du manuel de la balance des paiements, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et celui des opérations financières. Cette approche vise une plus grande cohérence avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008, qui distingue les transactions en capital et les transactions financières. Le compte de capital présente :

- les transferts de capital à recevoir et à payer ;
- l'acquisition et la cession d'actifs non financiers non produits.

La somme du solde du compte de capital et du solde du compte des transactions courantes correspond à la capacité (ou au besoin) de financement net d'une économie par rapport au reste du monde.

### **6.3. Compte financier**

Le compte financier décrit les comportements d'investissement et de financement des résidents. Le solde du compte financier représente ainsi la capacité (ou le besoin) de financement du pays vis-à-vis du reste du monde.

Au niveau du compte financier, les opérations financières sont classées par nature et selon cinq (5) catégories fonctionnelles :

- les investissements directs qui confèrent le contrôle ou une influence importante sur une unité économique ;
- les investissements de portefeuille qui regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- les dérivés financiers (autres que réserves) et les options sur titres des salariés ;
- les autres investissements qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- les avoirs de réserve qui sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires et qui leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

### **6.4. Position extérieure globale (PEG)**

La position extérieure globale est un état statistique qui fait apparaître la valeur et la composition, à un moment déterminé :

- des actifs financiers qui sont des créances sur des non-résidents ou détenus sous forme de lingots d'or à titre d'avoirs de réserve ;
- des passifs des résidents d'une économie envers des non-résidents.

Elle est un sous-ensemble du compte de patrimoine national et permet d'examiner l'exposition aux risques et aux vulnérabilités.

---

Dans le nouveau manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en cohérence avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. La cohérence est également assurée avec les différentes rubriques du compte de revenu primaire et des autres changements pour faciliter la réconciliation des données.

La position extérieure globale à la clôture est donc égale à la position extérieure globale à l'ouverture à laquelle il faut ajouter le flux des opérations financières provenant de la balance des paiements et les impacts des variations de prix, de volume, de taux de change, ainsi que tout autre variation entraînant un changement dans la position initiale.

***Avertissement :***

***En raison du changement méthodologique, notamment le passage de la 5<sup>ème</sup> à la 6<sup>ème</sup> édition du Manuel de la balance des paiements, des divergences peuvent être observées entre les séries contenues dans la version actuelle du rapport de la balance des paiements et celles contenues dans les versions antérieures.***

## Annexe 2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI)

(en millions de FCFA)

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 233 506	1 383 670	-150 164
1.A	Biens et services	893 955	1 170 813	-276 858
1.A.a	Biens	660 289	945 148	-284 859
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	641 602	929 794	-288 192
1.A.a.1.1	Dont : Réexportations	191 728	0	191 728
1.A.a.2	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	647	0	647
1.A.a.2.1	Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-10 377	0	-10 377
1.A.a.2.2	Biens vendus dans le cadre du négoce international	11 024	0	11 024
1.A.a.3	Or non monétaire	18 040	15 354	2 686
1.A.b	Services	233 665	225 665	8 000
1.A.b.1	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	1 749	10 377	-8 628
1.A.b.1.1	Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	1 749	10 377	-8 628
1.A.b.2	Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0	1 137	-1 137
1.A.b.3	Transport	105 682	155 398	-49 716
1.A.b.3.0	Pour tous les modes de transports	105 682	154 952	-49 270
1.A.b.3.0.1	Voyageurs	48 681	6 187	42 494
1.A.3.0.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.0.2	Fret	16 467	144 078	-127 611
1.A.b.3.0.3	Autres	40 534	4 686	35 847
1.A.b.3.1	Transports maritimes	39 991	143 981	-103 990
1.A.b.3.1.1	Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	Fret	0	143 981	-143 981
1.A.b.3.1.3	Autres	39 991	0	39 991
1.A.b.3.2	Transports aériens	61 540	6 263	55 277
1.A.b.3.2.1	Voyageurs	47 018	6 166	40 852
1.A.b.3.2.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	Fret	13 979	97	13 882
1.A.b.3.2.3	Autres	543	0	543
1.A.b.3.3	Autres modes de transport	4 151	4 707	-556
1.A.b.3.3.1	Voyageurs	1 663	21	1 642
1.A.b.3.3.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.3.2	Fret	2 488	0	2 488
1.A.b.3.3.3	Autres	0	4 686	-4 686
1.A.b.3.4	Services postaux et services de messagerie	0	446	-446
1.A.b.4	Voyages	56 790	17 122	39668

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.4.1	à titre professionnel	28 107	4 074	24 033
1.A.b.4.1.1	Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	Autres	28 107	4 074	24 033
1.A.b.4.2	à titre personnel	28 683	13 048	15 635
1.A.b.4.2.1	Santé	-32	0	-32
1.A.b.4.2.2	éducation	668	0	668
1.A.b.4.2.3	Autres	28 047	13 048	14 999
1.A.b.4.0	Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	10 130	5 285	4 845
1.A.b.4.0.1	Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	Services d'hébergement	8 501	0	8 501
1.A.b.4.0.4	Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	Autres services	1 629	5 285	-3 656
1.A.b.4.0.5.1	Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	Travaux de construction	1 629	5 285	-3 656
1.A.b.5.1	Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	1 629	5 285	-3 656
1.A.b.6	Services d'assurance et de retraite	522	21 461	-20 939
1.A.b.6.1	Assurance directe	0	21 124	-21 124
1.A.b.6.2	Réassurance	407	72	335
1.A.b.6.3	Services auxiliaires d'assurance	115	265	-150
1.A.b.6.4	Services de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.A.b.7	Services financiers	9 159	444	8 715
1.A.b.7.1	Services financiers explicitement facturés et autres	9 159	444	8 715
1.A.b.7.2	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	0	0
1.A.b.9	Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	8 884	7 577	1 307
1.A.b.9.1	Services de télécommunications	8 860	4 780	4 081
1.A.b.9.2	Services d'informatique	0	2 357	-2 357
1.A.b.9.3	Services d'information	24	440	-416
1.A.b.10	Autres services aux entreprises	22 544	4 403	18 141
1.A.b.10.1	Services de recherche-développement	0	3 616	-3 616
1.A.b.10.2	Services spécialisés et services de conseil en gestion	4 202	405	3 797
1.A.b.10.3	Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	18 342	382	17 960
1.A.b.11	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.11.1	Services audio-visuels et connexes	0	0	0
1.A.b.11.2	Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	26 707	2 462	24 245
1.A.b.0.1	Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	Revenu primaire	129 579	126 528	3 051

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1.B.1	Rémunération des salariés	25 160	13 995	11 166
1.B.2	Revenus des investissements	100 763	112 178	-11 415
1.B.2.1	Investissements directs	64 846	92 084	-27 238
1.B.2.1.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	63 055	65 444	-2 389
1.B.2.1.1.1	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	52 824	17 952	34 872
1.B.2.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	93	15 366	-15 273
1.B.2.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	2 586	-2 586
1.B.2.1.1.1.3	Entre entreprises soeurs	52 731	0	52 731
1.B.2.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	Bénéfices réinvestis	10 231	47 492	-37 261
1.B.2.1.1.2.1	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	Intérêts	1 791	26 640	-24 849
1.B.2.1.2.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 573	26 615	-25 042
1.B.2.1.2.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	19	-19
1.B.2.1.2.3	Entre entreprises soeurs	218	6	212
1.B.2.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	Investissements de portefeuille	11 230	3 823	7 407
1.B.2.2.1	Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	503	0	503
1.B.2.2.1.1	Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	436	0	436
1.B.2.2.1.2	Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	67	0	67
1.B.2.2.1.2.1	Dividendes	67	0	67
1.B.2.2.1.2.2	Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	Intérêts	10 727	3 823	6 904
1.B.2.2.2.1	à court terme	10 335	3 743	6 592
1.B.2.2.2.2	à long terme	392	80	312
1.B.2.3	Autres investissements	24 687	16 272	8 416
1.B.2.3.1	Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	Intérêts	24 687	16 272	8 416

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.3.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	Autre revenu primaire	3 655	355	3 300
1.B.3.1	Taxes sur la production et importations	3 655	355	3 300
1.B.3.2	Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	Loyers	0	0	0
1.C	Revenu secondaire	209 973	86 329	123 643
1.C.1	Administrations publiques	42 640	0	42 640
1.C.1.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.2.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.3	Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	Coopération internationale courante	42 640	0	42 640
1.C.1.5	Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	167 332	86 329	81 003
1.C.2.1	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	150 850	64 249	86 601
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	150 850	64 249	86 601
1.C.2.2	Autres transferts courants	16 483	22 080	-5 598
1.C.2.0.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	38	0	38
1.C.2.0.2	Cotisations sociales	88	2 089	-2 001
1.C.2.0.3	Prestations sociales	3 425	0	3 425
1.C.2.0.4	Primes d'assurance nettes hors assurance vie	327	1 105	-778
1.C.2.0.5	Indemnités d'assurance dommage	745	0	745
1.C.2.0.6	Coopération internationale courante	0	22	-22
1.C.2.0.7	Transferts courants divers	11 861	18 865	-7 004
1.C.2.0.7.1	Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
2	Compte de capital	147 594	1 443	146 151
2.1	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	103	1 443	-1 340
2.2	Transferts de capital	147 491	0	147 491
2.2.1	Administration publique	63 066	0	63 066
2.2.1.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	Autres transferts de capital	63 066	0	63 066
2.2.1.2.1	dont : impôts en capital	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
2.2.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	84 425	0	84 425
2.2.2.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	Autres transferts de capital	84 425	0	84 425
2.2.2.2.1	dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	dont : entre ménages	0	0	0
4	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 381 100	1 385 113	-4 014
3	Compte financier	122 263	123 382	-1 118
5	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	122 263	123 382	-1 118
3.1	Investissement direct	214 590	62 039	152 552
3.1.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	203 280	55 846	147 435
3.1.1.1	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	193 049	8 354	184 695
3.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	-94 337	8 498	-102 835
3.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	-144	144
3.1.1.1.3	Entre entreprises soeurs	287 386	0	287 386
3.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	Réinvestissement des bénéfices	10 231	47 492	-37 261
3.1.1.0.1	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.2	Instruments de dette	11 310	6 193	5 117
3.1.2.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	124	-124
3.1.2.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	14 454	-14 454
3.1.2.3	Entre entreprises soeurs	11 310	-8 385	19 695
3.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	Investissements de portefeuille	14 118	8	14 110
3.2.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.1	Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.1.4	Autres secteurs	0	0	0
3.2.1.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.2.1.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.2.1.0.1	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	Réinvestissement des bénéfices	0	0	0
3.2.1.0.2.2	Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	Titres de créance	14 118	8	14 110
3.2.2.1	Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.1.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.2.1.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	14 225	0	14 225
3.2.2.2.1	à court terme	12 119	0	12 119
3.2.2.2.2	à long terme	2 106	0	2 106
3.2.2.3	Administrations publiques	0	0	0
3.2.2.3.1	à court terme	0	0	0
3.2.2.3.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.4	Autres secteurs	-107	8	-115
3.2.2.4.0.1	à court terme	-355	0	-355
3.2.2.4.0.2	à long terme	248	8	240
3.2.2.4.1	Autres sociétés financières	-129	0	-129
3.2.2.4.1.1	à court terme	-377	0	-377
3.2.2.4.1.2	à long terme	248	0	248
3.2.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	22	8	14
3.2.2.4.2.1	à court terme	22	0	22
3.2.2.4.2.2	à long terme	0	8	-8
3.3	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.3.1	Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	Options	0	0	0
3.3.0.1.2	Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	Autres investissements	70 649	61 335	9 314
3.4.1	Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	45 693	-1 826	47 519
3.4.2.1	Banque centrale	0	437	-437
3.4.2.1.1	à court terme	0	437	-437
3.4.2.1.2	à long terme	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	85 569	-2 263	87 832
3.4.2.2.0.1	Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	à court terme	85 569	-2 263	87 832
3.4.2.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.4	Autres secteurs	-39 876	0	-39 876
3.4.2.4.0.1	à court terme	-49 910	0	-49 910
3.4.2.4.0.2	à long terme	10 034	0	10 034
3.4.2.4.1	Autres sociétés financières	-54 563	0	-54 563
3.4.2.4.1.1	à court terme	-54 871	0	-54 871
3.4.2.4.1.2	à long terme	308	0	308
3.4.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	14 687	0	14 687
3.4.2.4.2.1	à court terme	4 961	0	4 961
3.4.2.4.2.2	à long terme	9 726	0	9 726
3.4.3	Prêts	19 627	24 889	-5 262
3.4.3.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.3.1.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	19 566	16 038	3 528
3.4.3.2.1	à court terme	6 709	22	6 687
3.4.3.2.2	à long terme	12 857	16 016	-3 159
3.4.3.3	Administrations publiques	0	6 189	-6 189
3.4.3.3.1	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	Autres à long terme	0	6 189	-6 189
3.4.3.4	Autres secteurs	61	2 662	-2 601
3.4.3.4.0.1	à court terme	61	-9	70
3.4.3.4.0.2	à long terme	0	2 671	-2 671
3.4.3.4.1	Autres sociétés financières	61	0	61
3.4.3.4.1.1	à court terme	61	0	61
3.4.3.4.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	2 662	-2 662
3.4.3.4.2.1	à court terme	0	-9	9
3.4.3.4.2.2	à long terme	0	2 671	-2 671
3.4.4	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	195	0	195
3.4.4.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.4.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	Autres secteurs	195	0	195
3.4.4.4.1	Autres sociétés financières	195	0	195
3.4.4.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	Crédits commerciaux et avances	4 717	99 015	-94 299
3.4.5.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.4	Autres secteurs	4 717	99 015	-94 299
3.4.5.4.0.1	à court terme	4 727	55 032	-50 305
3.4.5.4.0.2	à long terme	-10	43 983	-43 993
3.4.5.4.1	Autres sociétés financières	143	881	-738
3.4.5.4.1.1	à court terme	143	881	-738
3.4.5.4.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	4 574	98 134	-93 561
3.4.5.4.2.1	à court terme	4 584	54 151	-49 567
3.4.5.4.2.2	à long terme	-10	43 983	-43 993
3.4.6	Autres comptes à recevoir/ à payer	418	-60 743	61 160
3.4.6.1	Banque centrale	0	-53 870	53 870
3.4.6.1.1	à court terme	0	-53 870	53 870
3.4.6.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	379	-372	751
3.4.6.2.1	à court terme	379	-372	751
3.4.6.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.4	Autres secteurs	39	-6 501	6 540
3.4.6.4.0.1	à court terme	39	4 831	-4 792
3.4.6.4.0.2	à long terme	0	-11 332	11 332

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.6.4.1	Autres sociétés financières	57	-8 975	9 032
3.4.6.4.1.1	à court terme	57	4 552	-4 495
3.4.6.4.1.2	à long terme	0	-13 527	13 527
3.4.6.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-19	2 474	-2 493
3.4.6.4.2.1	à court terme	-19	279	-297
3.4.6.4.2.2	à long terme	0	2 196	-2 196
3.4.7	Droits de tirage spéciaux	0	-0	0
3.5	Avoirs de réserve	-177 094	0	-177 094
3.5.1	Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	Or métal	0	0	0
3.5.1.2	Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	Droits de tirage spéciaux	-11	0	-11
3.5.3	Position de réserve au FMI	-4 929	0	-4 929
3.5.4	Autres avoirs de réserve	-172 153	0	-172 153
3.5.4.1	Monnaie fiduciaire et dépôts	-172 153	0	-172 153
3.5.4.1.1	Créances sur les autorités monétaires	896	0	896
3.5.4.1.2	Créances sur d'autres entités	-173 049	0	-173 049
3.5.4.2	Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	Autres créances	0	0	0
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-1 258 836</b>	<b>-1 261 732</b>	<b>2 895</b>

Source : BCEAO.

**Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)**
*(en millions de FCFA)*

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>1 233 506</b>	<b>1 383 670</b>	<b>-150 164</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>893 955</b>	<b>1 170 813</b>	<b>-276 858</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>660 689</b>	<b>945 148</b>	<b>-284 859</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	641 602	929 794	-288 192
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	191 728	0	191 728
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	647	0	647
1.A.a.3	Or non monétaire	18 040	15 354	2 686
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>233 665</b>	<b>225 665</b>	<b>8 000</b>
1.A.b.3	Transport	105 682	155 398	-49 716
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	16 467	144 078	-127 611
1.A.b.4	Voyage	56 790	17 122	39 668
1.A.b.0	Autres services	71 193	53 145	18 048
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>129 579</b>	<b>126 528</b>	<b>3 051</b>
1.B.1	Revenus des salariés	25 160	13 995	11 166
1.B.2	Revenus des investissements	100 763	112 178	-11 415
1.B.3	Autres revenus primaires	3 655	355	3 300
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>209 973</b>	<b>86 329</b>	<b>123 643</b>
1.C.1	Administrations publiques	42 640	0	42 640
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	42 640	0	42 640
1.C.2	Autres secteurs	167 332	86 329	81 003
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	150 850	64 249	86 601
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>147 594</b>	<b>1 443</b>	<b>146 151</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	103	1 443	-1 340
2.2	Transfert en capital	147 491	0	147 491
2.2.1	Administrations publiques	63 066	0	63 066
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	84 425	0	84 425
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>122 263</b>	<b>123 382</b>	<b>-1 118</b>
3.1	Investissements directs	214 590	62 039	152 552
3.2	Investissements de portefeuille	14 118	8	14 110
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	70 649	61 335	9 314
3.5	Avoirs de réserves	-177 094	0	-177 094
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-1 258 836</b>	<b>-1 261 732</b>	<b>2 895</b>

Source : BCEAO.

#### Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Poste		Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>1 233 506</b>	<b>1 383 670</b>	<b>-150 164</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>893 955</b>	<b>1 170 813</b>	<b>-276 858</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>660 289</b>	<b>945 148</b>	<b>-284 859</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	641 602	929 794	-288 192
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	191 728	0	191 728
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	647	0	647
1.A.a.3	Or non monétaire	18 040	15 354	2 686
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>233 665</b>	<b>225 665</b>	<b>8 000</b>
1.A.b.3	Transport	105 682	155 398	-49 716
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	16 467	144 078	-127 611
1.A.b.4	Voyage	56 790	17 122	39 668
1.A.b.0	Autres services	71 193	53 145	18 048
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>129 579</b>	<b>126 528</b>	<b>3 051</b>
1.B.1	Revenus des salariés	25 160	13 995	11 166
1.B.2	Revenus des investissements	100 763	112 178	-11 415
1.B.3	Autres revenus primaires	3 655	355	3 300
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>209 973</b>	<b>86 329</b>	<b>123 643</b>
1.C.1	Administrations publiques	42 640	0	42 640
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	42 640	0	42 640
1.C.2	Autres secteurs	167 332	86 329	81 003
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	150 850	64 249	86 601
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>147 594</b>	<b>1 443</b>	<b>146 151</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	103	1 443	-1 340
2.2	Transfert en capital	147 491	0	147 491
2.2.1	Administrations publiques	63 066	0	63 066
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	84 425	0	84 425
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>179 618</b>	<b>163 411</b>	<b>16 207</b>
3.1	Investissements directs	214 590	62 039	152 552
3.2	Investissements de portefeuille	-107	8	-115
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	-34 865	101 365	-136 230
3.4.0.3	<i>Administration publique</i>	0	6 189	-6 189
3.4.0.4	<i>Autres secteurs</i>	-34 865	95 176	-130 041
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-1258836</b>	<b>-1261732</b>	<b>2 895</b>
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	<b>-57 355</b>	<b>-40 030</b>	<b>-17 325</b>
<b>8</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	<b>57 355</b>	<b>40 030</b>	<b>17 325</b>
8.1	Banque centrale	177 094	53 433	123 661
8.2	Autres institutions de dépôts	-119 739	-13 403	-106 336

Source : BCEAO.

## Annexe 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(en millions de FCFA)

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>-99 397</b>	<b>-83 421</b>	<b>-98 911</b>	<b>-142 366</b>	<b>-150 164</b>
<b>Biens et services</b>	<b>-237 665</b>	<b>-232 933</b>	<b>-263 476</b>	<b>-380 225</b>	<b>-276 858</b>
<b>Biens</b>	<b>-203 594</b>	<b>-194 607</b>	<b>-222 001</b>	<b>-396 841</b>	<b>-284 859</b>
Marchandises générales, base balance des paiements	-203 594	-194 607	-223 850	-399 346	-288 192
<i>Dont : Réexportations</i>	96 965	92 813	112 515	138 954	191 728
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0	154	647
Or non monétaire	0	0	1 849	2 351	2 686
<b>Services</b>	<b>-34 071</b>	<b>-38 326</b>	<b>-41 475</b>	<b>16 617</b>	<b>8 000</b>
Transport	-64 472	-67 216	-57 354	-20 875	-49 716
<i>Dont fret</i>	-71 672	-72 732	-77 458	-89 354	-127 611
Voyages	9 183	10 094	9 697	19 012	39 668
Autres services	21 218	18 796	6 182	18 480	18 048
<b>Revenus primaires</b>	<b>-6 750</b>	<b>-8 991</b>	<b>-11 624</b>	<b>110 202</b>	<b>3 051</b>
Rémunération des salariés	15 257	15 409	13 238	9 702	11 166
Revenus des investissements	-22 007	-24 400	-24 862	92 274	-11 415
Autres revenus primaires	0	0	0	8 225	3 300
<b>Revenus secondaires</b>	<b>145 018</b>	<b>158 503</b>	<b>176 189</b>	<b>127 657</b>	<b>123 643</b>
Administrations publiques	22 581	38 335	49 805	41 088	42 640
Coopération internationale courante	0	0	0	41 088	42 640
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	122 437	120 168	126 384	86 569	81 003
Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	109 874	108 543	122 373	61 973	86 601
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	109 874	108 543	122 373	61 973	86 601
Autres transferts courants	12 563	11 625	4 011	24 596	-5598
<b>Compte de capital</b>	<b>293 664</b>	<b>63 821</b>	<b>687 480</b>	<b>130 461</b>	<b>146 151</b>
<b>Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-291</b>	<b>-1 340</b>
<b>Transferts de capital</b>	<b>293 664</b>	<b>63 821</b>	<b>687 480</b>	<b>130 752</b>	<b>147 491</b>
<b>Administration publique</b>	<b>275 459</b>	<b>48 745</b>	<b>678 916</b>	<b>48 148</b>	<b>63 066</b>
Remises de dette	245 230	0	642 456	0	0
Autres transferts de capital	30 229	48 745	36 460	48 148	63 066
<b>Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM</b>	<b>18 205</b>	<b>15 076</b>	<b>8 564</b>	<b>82 604</b>	<b>84 425</b>
Remises de dette	0	0	0	0	0
Autres transferts de capital	18 205	15 076	8 564	82 604	84 425
<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)</b>	<b>194 267</b>	<b>-19 600</b>	<b>588 569</b>	<b>-11 905</b>	<b>-4 014</b>
<b>Compte financier</b>	<b>165 995</b>	<b>-22 042</b>	<b>557 460</b>	<b>-47 263</b>	<b>16 207</b>
Investissement direct	-17 832	-5 248	-24 091	252 994	152 552
Investissements de portefeuille	-11 821	16 448	3 849	17 165	-115
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	-46	0	0	0
Autres investissements	195 648	-33 196	577 702	-317 422	-136 230

Poste	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>8 686</b>	<b>2 602</b>	<b>5 394</b>	<b>-1 942</b>	<b>2 895</b>
<b>Solde global</b>	<b>36 958</b>	<b>5 044</b>	<b>36 503</b>	<b>33416</b>	<b>-17 325</b>
<b>Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts</b>	<b>-36 958</b>	<b>-5 044</b>	<b>-36 503</b>	<b>-33 416</b>	<b>17 325</b>
Banque centrale	-26 847	26 792	-36 204	-8 547	123 661
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-10 111	-31 836	-299	-24 869	-106336

Source : BCEAO.

**Annexe 6 : Ventilation géographique des exportations de marchandises**
*(en millions de FCFA)*

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
<b>EUROPE</b>	<b>28 184</b>	<b>21 111</b>	<b>108 522</b>	<b>39 828</b>	<b>124 589</b>
<b>UNION EUROPEENNE</b>	<b>26 765</b>	<b>18 419</b>	<b>103 078</b>	<b>26 482</b>	<b>110 787</b>
<b>ZONE EURO</b>	<b>24 949</b>	<b>17 836</b>	<b>96 698</b>	<b>21 942</b>	<b>57 644</b>
Allemagne	1 246	1 004	2 562	1 749	4 543
Belgique	943	2 242	9 636	2 209	10 870
Espagne	444	493	14 529	155	2 549
France	17 697	8 923	23 983	14 058	34 243
Irlande	9	10	2 101	12	22
Italie	1 251	650	2 260	1 589	2 269
Pays-Bas	2 984	3 454	29 320	1 692	2 940
Autres pays de la zone Euro	374	1 060	12 308	478	206
<b>AUTRES PAYS DE L'UE</b>	<b>1 815</b>	<b>583</b>	<b>6 380</b>	<b>4 540</b>	<b>53 142</b>
Danemark	82	20	4 375	275	11 296
Pologne	1 303	337	653	2 930	41 545
Royaume-Uni	206	173	1 202	1 314	301
Autres	225	53	150	21	1
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>	<b>1 420</b>	<b>2 692</b>	<b>5 444</b>	<b>13 346</b>	<b>13 802</b>
Norvège	367	420	362	1 191	19
Russie	0	0	686	0	0
Suisse	485	2 135	1 323	12 155	13 782
Ukraine	292	7	2 999	0	0
Autres	275	129	74	0	1
<b>AFRIQUE</b>	<b>243 227</b>	<b>265 120</b>	<b>127 569</b>	<b>292 251</b>	<b>368 015</b>
<b>UEMOA</b>	<b>132 050</b>	<b>144 595</b>	<b>79 091</b>	<b>169 669</b>	<b>218 201</b>
Bénin	34 715	46 596	18 816	47 785	56 447
Burkina	40 924	44 620	16 942	46 590	77 354
Côte d'Ivoire	9 369	11 385	12 953	24 242	18 048
Guinée-Bissau	89	5	7	102	1
Mali	12 374	12 267	4 743	12 004	14 458
Niger	27 292	25 973	23 062	35 414	47 842
Sénégal	7 287	3 750	2 569	3 532	4 050
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>69 173</b>	<b>91 372</b>	<b>25 887</b>	<b>86 285</b>	<b>90 160</b>
Ghana	18 616	55 139	22 484	48 951	40 926
Guinée	1 800	1 408	23	799	916

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
Nigeria	48 371	34 040	3 350	35 719	47 591
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	386	785	30	816	728
<b>CEMAC</b>	<b>20 603</b>	<b>25 351</b>	<b>5 504</b>	<b>31 189</b>	<b>53 360</b>
Cameroun	738	1 072	2 820	2 492	1 913
Congo (Brazzaville)	3 873	1 462	353	1 349	2 561
Gabon	11 940	17 790	1 551	22 132	45 015
Guinée Equatoriale	2 399	864	98	2 498	1 453
République Centrafricaine	163	71	0	249	388
Tchad	1 490	4 092	681	2 469	2 030
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>21 402</b>	<b>3 802</b>	<b>17 088</b>	<b>5 108</b>	<b>6 293</b>
Afrique du Sud	17 449	137	10 633	24	457
Angola	525	402	178	1 104	1 016
Maroc	1 563	795	1 962	1 567	1 292
République Démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	1 249	1 891	319	1 027	723
Tunisie	54	35	3 980	507	7
Autres	563	542	14	879	2 799
<b>AMERIQUE</b>	<b>6 842</b>	<b>636</b>	<b>12 459</b>	<b>3 484</b>	<b>1 455</b>
Brésil	5 284	228	2 347	2 362	0
Canada	89	58	10	208	227
USA	914	184	9 578	354	1 162
Autres pays d'Amérique	555	166	524	560	66
<b>ASIE</b>	<b>32 368</b>	<b>61 325</b>	<b>78 017</b>	<b>41 034</b>	<b>41 034</b>
Chine	5 088	1 990	31 772	2 893	8 794
Inde	10 599	44 252	12 507	12 606	6 663
Indonésie	3 524	2 641	4 417	3 652	6 614
Liban	103	341	295	3 336	3 424
Malaisie	1 139	1 211	6 910	2 279	4 486
Pakistan	2 794	15	771	1 699	8
Taiwan	1 452	923	2 774	3 744	2 858
Turquie	3	0	3 724	6	2 164
Vietnam	1 621	2 571	5 215	8 468	4 673
Autres pays d'Asie	6 045	7 381	9 633	2 351	1 350
<b>TOTAL</b>	<b>310 622</b>	<b>348 192</b>	<b>326 567</b>	<b>376 596</b>	<b>517 117</b>

Source : BCEAO.

**Annexe 7 : Ventilation géographique des importations de marchandises**
*(en millions de FCFA)*

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
<b>EUROPE</b>	<b>188 807</b>	<b>210 494</b>	<b>208 006</b>	<b>372 549</b>	<b>314 522</b>
<b>UNION EUROPÉENNE</b>	<b>177 469</b>	<b>204 144</b>	<b>199 436</b>	<b>270 746</b>	<b>292 947</b>
<b>ZONE EURO</b>	<b>157 318</b>	<b>192 658</b>	<b>187 528</b>	<b>240 568</b>	<b>236 407</b>
Allemagne	4 762	16 538	12 335	23 463	15 127
Belgique	11 683	16 735	53 010	34 223	56 842
Espagne	11 584	6 510	6 301	19 744	22 678
France	50 757	50 113	63 012	76 696	80 166
Italie	6 356	5 831	10 337	10 989	13 656
Pays-Bas	61 908	46 953	25 362	47 018	29 111
Autres pays de la zone Euro	10 269	49 979	17 170	28 437	18 828
<b>AUTRES PAYS DE L'UE</b>	<b>20 150</b>	<b>11 486</b>	<b>11 908</b>	<b>30 178</b>	<b>56 540</b>
Danemark	1 269	2 510	1 617	7 286	5 087
Lettonie	2 120	71	0	5 359	26 891
Royaume-Uni	6 497	4 367	4 202	12 010	14 442
Suède	164	3 547	1 656	2 482	2 055
Autres	10 101	991	4 433	3 041	8 066
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>	<b>11 339</b>	<b>6 351</b>	<b>8 570</b>	<b>101 802</b>	<b>21 575</b>
Islande	19	0	207	11 185	0
Norvège	2 838	3 841	3 344	64 469	912
Russie	1 502	1 066	83	12 470	11 205
Suisse	330	693	1 352	1 631	1 748
Ukraine	5 949	553	3 478	11 418	7 274
Autres	701	198	106	630	436
<b>AFRIQUE</b>	<b>107 080</b>	<b>73 366</b>	<b>77 138</b>	<b>114 834</b>	<b>125 082</b>
<b>UEMOA</b>	<b>55 902</b>	<b>26 508</b>	<b>30 765</b>	<b>40 130</b>	<b>39 311</b>
Bénin	4 431	1 522	2 313	3 765	3 366
Burkina	541	301	1 102	668	795
Côte d'Ivoire	46 755	18 486	19 997	26 154	25 694
Guinée-Bissau	1 710	2 779	3 210	4 254	2 830
Mali	518	208	24	50	45
Niger	315	34	13	79	40
Sénégal	1 632	3 178	4 107	5 161	6 542
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>22 945</b>	<b>26 671</b>	<b>17 078</b>	<b>29 963</b>	<b>46 773</b>
Ghana	12 121	13 828	12 520	19 843	36 488

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
Nigeria	10 239	12 280	4 549	9 193	8 533
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	585	563	9	927	1 752
<b>CEMAC</b>	<b>2 007</b>	<b>834</b>	<b>858</b>	<b>550</b>	<b>1 023</b>
Cameroun	1 850	804	846	544	1 005
Congo (Brazzaville)	118	15	0	1	0
Autres CEMAC	39	16	11	5	19
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>26 225</b>	<b>19 353</b>	<b>28 437</b>	<b>44 191</b>	<b>37 975</b>
Afrique du Sud	19 039	10 602	9 221	20 636	17 792
Egypte	207	1 801	1 167	2 846	3 270
Maroc	911	3 667	4 616	5 525	8 357
Mauritanie	864	1 696	4 150	6 304	5 465
Mozambique	0	83	6 982	2 832	1 256
Seychelles	4 044	330	767	0	0
Tunisie	938	732	609	1 396	1 530
Autres	223	442	925	4 652	305
<b>AMERIQUE</b>	<b>18 909</b>	<b>30 413</b>	<b>28 201</b>	<b>44 766</b>	<b>93 963</b>
Brésil	6 236	17 350	6 463	19 524	12 352
Canada	3 151	3 486	3 079	6 019	8 860
Mexique	3	2	246	14	1 608
USA	5 528	5 481	11 785	14 538	68 726
Autres pays d'Amérique	3 994	4 096	6 874	4 685	2 417
<b>ASIE</b>	<b>109 856</b>	<b>147 504</b>	<b>189 844</b>	<b>298 296</b>	<b>303 018</b>
Arabie Saoudite	963	2 630	4 550	8 987	8 295
Chine	45 242	71 851	79 693	137 656	117 002
Corée du sud	3 021	4 383	6 161	10 453	18 314
Emirats arabes unis	1 842	3 362	6 287	16 620	6 482
Inde	15 761	8 875	18 141	22 498	27 076
Japon	5 810	10 759	13 749	21 295	25 821
Liban	4 298	2 659	2 458	2 741	1 804
Malaisie	2 321	4 915	8 884	9 006	11 379
Thaïlande	13 434	13 615	23 078	22 427	24 187
Turquie	725	4 059	5 707	9 993	13 494
Autres pays d'Asie	16 438	20 395	21 136	36 621	49 164
<b>TOTAL</b>	<b>424 651</b>	<b>461 777</b>	<b>503 189</b>	<b>830 445</b>	<b>836 584</b>

Source : BCEAO.

**Annexe 8 : Position extérieure globale détaillée (en millions)**

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Flux net	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks début de période	ENG - Flux net	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période
Position extérieure global nette	1 978 470	112 032	-18 281	2 072 221	1 314 920	75 890	60 397	1 451 207
. - - Investissement direct	1 128 186	204 359	3 438	1 335 983	429 695	14 547	6 277	450 519
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	932 619	193 049	3 031	1 128 699	38 333	8 354	6 255	52 942
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	932 619	193 049	3 031	1 128 699	38 333	8 354	6 255	52 942
. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	104 243	-94 337	0	9 906	21 138	8 498	32	29 668
. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	100	0	0	100	17 100	-144	6 223	23 179
. - - - - - Entre entreprises soeurs	828 276	287 386	3 031	1 118 693	95	0	0	95
. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Instruments de dette	195 567	11 310	407	207 284	391 362	6 193	22	397 577
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	79 460	0	428	79 888	327	124	45	496
. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0	0	362 419	14 454	0	376 873
. - - - - - Entre entreprises soeurs	116 107	11 310	-21	127 396	28 616	-8 385	-23	20 208
. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Titres de créance :	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Entre entreprises soeurs	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - si le contrôle	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Flux net	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks début de période	ENG - Flux net	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période
ultime est détenu par un non-résident								
. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - Investissements de portefeuille	161 630	14 118	-10 338	165 410	259	8	0	267
. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	177	0	-1	176	110	0	0	110
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	142	0	-1	141	0	0	0	0
. - - - - - Autres secteurs	35	0	0	35	110	0	0	110
. - - - - - - - - - Autres sociétés financières	35	0	0	35	0	0	0	0
. - - - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	110	0	0	110
. - - - - - - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - - Cotés en bourse	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - - Non cotés en bourse	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - - - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Titres de créance	161 453	14 118	-10 337	165 234	149	8	0	157
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	84 293	14 225	-10 191	88 327	0	0	0	0
. - - - - - - - - - - À court terme	69 887	12 119	-9 991	72 015	0	0	0	0
. - - - - - - - - - - À long terme	14 406	2 106	-200	16 312	0	0	0	0
. - - - - - - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - - - Autres secteurs	77 160	-107	-146	76 907	149	8	0	157
. - - - - - - - - - - - - À court terme	69 704	-355	0	69 349	0	0	0	0
. - - - - - - - - - - - - À long terme	7 456	248	-146	7 558	149	8	0	157
. - - - - - - - - - - - - - - - Autres sociétés financières	50 673	-129	0	50 544	0	0	0	0
. - - - - - - - - - - - - - - - - À court terme	49 593	-377	0	49 216	0	0	0	0
. - - - - - - - - - - - - - - - - À long terme	1 080	248	0	1 328	0	0	0	0
. - - - - - - - - - - - - - - - - Sociétés non	26 487	22	-146	26 363	149	8	0	157

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Flux net	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks début de période	ENG - Flux net	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période
financières, ménages et ISBLSM								
. - - - - - À court terme	20 111	22	0	20 133	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	6 376	0	-146	6 230	149	8	0	157
. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	20	0	-11	9
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	20	0	-11	9
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres secteurs	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Options	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Contrats à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Options sur titres des employés	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - Autres investissements	291 534	70 649	-10 576	351 607	884 946	61 335	54 131	1 000 412
. - - - - Autres titres de participation	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	203 366	45 693	-636	248 424	132 644	-1 826	10 613	141 431
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	2 640	437	1 444	4 522
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	2 640	437	1 444	4 522
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	88 570	85 569	0	174 139	130 004	-2 263	9 169	136 910
. - - - - - Dont: positions interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	88 570	85 569	0	174 139	103 268	-2 263	764	101 769
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	26 736	0	8 405	35 141
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Autres secteurs	114 796	-39 876	-636	74 285	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	101 137	-49 910	-517	50 711	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	13 659	10 034	-119	23 574	0	0	0	0
. - - - - - Autres sociétés financières	100 421	-54 563	-8	45 851	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	100 421	-54 871	-8	45 543	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	308	0	308	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Flux net	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks début de période	ENG - Flux net	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période
. - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	14 375	14 687	-628	28 434	0	0	0	0
. - À court terme	716	4 961	-509	5 168	0	0	0	0
. - À long terme	13 659	9 726	-119	23 266	0	0	0	0
. - Prêts	81 746	19 627	-10 382	90 991	401 458	24 889	35 405	461 752
. - Banque centrale	0	0	0	0	74 136	0	-1 294	72 843
. - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	74 136	0	-1 294	72 843
. - Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - Autres prêts à long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - Autres prêts à long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	81 602	19 566	-10 393	90 775	12 696	16 038	0	28 734
. - À court terme	59 785	6 709	0	66 494	11	22	0	33
. - À long terme	21 817	12 857	-10 393	24 281	12 685	16 016	0	28 701
. - Administrations publiques	0	0	0	0	284 771	6 189	36 867	327 827
. - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - Autres à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - Autres à long terme	0	0	0	0	284 771	6 189	36 867	327 827
. - Autres secteurs	144	61	11	216	29 854	2 662	-168	32 348
. - À court terme	141	61	0	202	314	-9	-300	5
. - À long terme	3	0	11	14	29 540	2 671	132	32 343
. - Autres sociétés financières	141	61	0	202	5 997	0	-168	5 829
. - À court terme	141	61	0	202	300	0	-300	0
. - À long terme	0	0	0	0	5 697	0	132	5 829
. - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	3	0	11	14	23 857	2 662	0	26 519
. - À court terme	0	0	0	0	14	-9	0	5
. - À long terme	3	0	11	14	23 843	2 671	0	26 514
. - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0	195	0	195	0	0	0	0
. - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Flux net	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks début de période	ENG - Flux net	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période
. - - - - - Autres secteurs	0	195	0	195	0	0	0	0
. - - - - - Autres sociétés financières	0	195	0	195	0	0	0	0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Droits à pension	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Crédits commerciaux et avances	6 130	4 717	480	11 327	84 361	99 015	9 008	192 384
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres secteurs	6 130	4 717	480	11 327	84 361	99 015	9 008	192 384
. - - - - - À court terme	5 975	4 727	480	11 182	10 591	55 032	2 285	67 908
. - - - - - À long terme	155	-10	0	145	73 770	43 983	6 723	124 476
. - - - - - Autres sociétés financières	0	143	0	143	0	881	0	881
. - - - - - À court terme	0	143	0	143	0	881	0	881
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	6 130	4 574	480	11 184	84 361	98 134	9 008	191 503
. - - - - - À court terme	5 975	4 584	480	11 039	10 591	54 151	2 285	67 027
. - - - - - À long terme	155	-10	0	145	73 770	43 983	6 723	124 476
. - - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	291	418	-38	671	211 744	-60 743	60	151 061
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	65 367	-53 870	0	11 497
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	65 367	-53 870	0	11 497
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Flux net	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks début de période	ENG - Flux net	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	177	379	0	556	407	-372	0	35
. - - - - - À court terme	177	379	0	556	407	-372	0	35
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres secteurs	114	39	-38	115	145 970	-6 501	60	139 529
. - - - - - À court terme	114	39	-38	115	6 359	4 831	60	11 250
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	139 611	-11 332	0	128 280
. - - - - - Autres sociétés financières	0	57	0	57	145 742	-8 975	0	136 767
. - - - - - À court terme	0	57	0	57	6 131	4 552	0	10 683
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	139 611	-13 527	0	126 084
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	114	-19	-38	58	228	2 474	60	2 762
. - - - - - À court terme	114	-19	-38	58	228	279	60	567
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	2 196	0	2 196
. - - - - - Droits de tirage spéciaux	0	0	0	0	54 740	0	-955	53 784
. - - - - - Avoirs de réserve	397 120	-177 094	-805	219 221	0	0	0	0
. - - - - - Or monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Or métal	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Comptes en or non affectés	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Droits de tirage spéciaux	46 153	-11	-805	45 336	0	0	0	0
. - - - - - Position de réserve au FMI	4 929	-4 929	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres avoires de réserve	346 038	-172 153	0	173 885	0	0	0	0
. - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	346 038	-172 153	0	173 885	0	0	0	0
. - - - - - Créances sur les autorités monétaires	430	896	0	1 326	0	0	0	0
. - - - - - Créances sur d'autres entités	345 608	-173 049	0	172 559	0	0	0	0
. - - - - - Titres	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Titres de créance	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres créances	0	0	0	0	0	0	0	0

## Annexe 9 : Matrices sur les échanges intra-communautaires (en millions de FCFA)

Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2012 à partir des statistiques officielles

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 469	6 434	205	75 077	8 461	1 152	3 925	<b>99 723</b>
	Burkina	3 599		19 149	0	27 143	7 327	3 510	3 186	<b>63 914</b>
	Côte d'Ivoire	94 297	290 489		332	158 102	34 089	113 494	82 597	<b>773 400</b>
	Guinée-Bissau	0		272				29	3 631	<b>3 932</b>
	Mali	1 871	47 279	58 216			1 537	32 050	1 048	<b>142 001</b>
	Niger		7 050	2 415	0	45 501				<b>54 966</b>
	Sénégal	11 537	33 707	48 443	37 100	227 750	8 363		15 633	<b>382 533</b>
	Togo	139 194	77 766	50 508	382	16 740	60 798	3 769		<b>349 157</b>
UEMOA	<b>250 498</b>	<b>460 761</b>	<b>185 437</b>	<b>38 019</b>	<b>550 312</b>	<b>120 574</b>	<b>154 005</b>	<b>110 020</b>	<b>1 869 627</b>	

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2012

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0	4 174	7 073	112	0	30 536	27 598	61 265	<b>130 757</b>
	Burkina	1 766	0	2 892	13	3 174	1 732	2 237	994	<b>12 808</b>
	Côte d'Ivoire	2 232	242	0	57	0	1 775	1 541	0	<b>5 846</b>
	Guinée-Bissau	0	0	0	0	7 038	0	3 566	0	<b>10 604</b>
	Mali	9 592	0	4 438	651	0	7 411	2 931	12 769	<b>37 792</b>
	Niger	22 316	97	901	0	0	0	4 942	7 608	<b>35 863</b>
	Sénégal	0	0	1 137	0	0	0	0	0	<b>1 137</b>
	Togo	0	0	4 474	19	714	0	2 075	0	<b>7 281</b>
UEMOA	<b>35 906</b>	<b>4 512</b>	<b>20 914</b>	<b>853</b>	<b>10 926</b>	<b>41 453</b>	<b>44 890</b>	<b>82 636</b>	<b>242 089</b>	

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2012

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		5 504	3 347	0	872	1 475	3 005	5 385	<b>19 588</b>
	Burkina	9 380		1 156	48	2 146	1 191	3 278	6 948	<b>24 147</b>
	Côte d'Ivoire	13 606	17 246		0	3 506	455	4 796	9 718	<b>49 327</b>
	Guinée-Bissau	0	437	0		1	0	2 216	0	<b>2 655</b>
	Mali	5 342	11 144	5 994	76		5 147	5 555	2 546	<b>35 803</b>
	Niger	2 262	1 907	4 180	0	963		4 098	6 738	<b>20 148</b>
	Sénégal	2 009	2 767	1 674	1 116	5 398	1 674		670	<b>15 306</b>
	Togo	11 318	1 139	2 563	0	930	975	4 371		<b>21 296</b>
UEMOA	<b>43 917</b>	<b>40 145</b>	<b>18 913</b>	<b>1 239</b>	<b>13 816</b>	<b>10 917</b>	<b>27 319</b>	<b>32 004</b>	<b>188 270</b>	

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2012

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		2 112	4 013	89	4 128	2 229	3 877	3 182	<b>19 630</b>
	Burkina	2 130		12 303	52	19 332	1 565	7 810	1 937	<b>45 129</b>
	Côte d'Ivoire	4 164	10 682		287	62 168	7 670	15 911	17 403	<b>118 285</b>
	Guinée-Bissau	105	83	155		283	325	2 884	104	<b>3 940</b>
	Mali	1 482	4 851	6 913	184		2 236	9 926	3 165	<b>28 758</b>
	Niger	1 845	1 035	6 269	728	7 680		2 210	3 601	<b>23 368</b>
	Sénégal	1 041	3 150	4 630	2 106	18 163	2 697		1 788	<b>33 575</b>
	Togo	1 333	3 138	2 578	242	2 156	702	3 931		<b>14 080</b>
UEMOA	<b>12 101</b>	<b>25 050</b>	<b>36 861</b>	<b>3 688</b>	<b>113 911</b>	<b>17 424</b>	<b>46 548</b>	<b>31 181</b>	<b>286 764</b>	

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)